

**PROGRAMME DE BOURSES DE RECHERCHE DE L'OTAN
ET DU CONSEIL DE PARTENARIAT EURO-ATLANTIQUE
1998 - 2000**



*Amelia Neacsu
- Juin 2000 -*

Sommaire

NOTE LIMINAIRE.....	3
AVANT PROPOS	4
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	6
1.1. LE DÉFI DE LA PRÉVENTION DES CONFLITS.....	10
1.2. "CIVILISÉS " ET "BARBARES "	10
2. L'EUROPE CENTRALE ET BALKANIQUE.....	13
2.1. LES ACTEURS.....	14
2.2. LA ZONE BALKANIQUE APRÈS LA GUERRE FROIDE	15
2.2.1. LES BALKANS, UN "UNIVERS" IMPITOYABLE	16
2.2.2. <i>L' "univers" balkanique en chiffres.</i>	17
2.2.3. <i>Le poids du sous-développement.</i>	18
3. L'EUROPE ET LE KOSOVO: POUVAIT-ON PRÉVENIR ?	19
3.2. LA GUERRE DES "TROIS BAROMÈTRES"	21
3.3. <i>La logique de la concurrence et de l'antagonisme.</i>	21
3.4. "PLUS JAMAIS ÇA!"	22
3.5. QUELLE INGÉRENCE ?	23
4. LE CONTEXTE STRATÉGIQUE INTERNATIONAL.....	24
4.1. LE CONCEPT STRATÉGIQUE DE L'OTAN.....	24
4.2. UN GARANT DE L'ORDRE INTERNATIONAL.....	24
5. ESQUISSE D'UNE MÉTHODOLOGIE.....	26
5.1. LE "POURQUOI?" ET LE "COMMENT" ?.....	26
5.2. "NOUVEL ORDRE " OU "NOUVEAU DÉSORDRE" MONDIAL?.....	26
5.3. A LA RECHERCHE DE LA "FORMULE MAGIQUE"	27
6. CONCLUSION.....	30
6.1. "CUI PRODEST ?" - PRÉVENIR OU GUÉRIR?.....	30
6.2. ENTRE ANGÉLISME ET RÉALISME - "PRÉVENTION DES CONFLITS" OU "GESTION DES CRISES" ?.....	31
6.3. LA MONTÉE DES PÉRILS.....	32
CHRONOLOGIE.....	33
CARTES, ZONE BALKANIQUE 1878 – 1998.....	45
BIBLIOGRAPHIE.....	48

Avant tout, je veux remercier l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et son Programme de bourses de recherche, sans l'appui duquel mes efforts n'auraient pas pu aboutir à leur fin que dans une mesure partielle et imparfaite.

NOTE LIMINAIRE

Au début de l'an 2000 on dénombrait dans le monde une quarantaine de points de tension ou de crises ouvertes ayant généré des conflits armés ou susceptibles d'en provoquer, dont vingt-sept, situés dans 25 pays, méritent la qualification de "conflits armés majeurs" dans la classification établie par le dernier rapport annuel de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). S'il est vrai que beaucoup de ces conflits ont pour théâtre l'Afrique post-coloniale (dix-sept exactement), quatre sont situés en Europe. Mais, alors que deux d'entre eux - l'Irlande et Chypre - ne sont pas porteurs de dangers immédiats ou prévisibles pour la communauté internationale, dans la mesure où ils ne risquent pas de déborder de leur lieu d'origine, les deux autres, programmés de longue date, sont situés dans la "région sensible" des Balkans, plus exactement dans ce qu'on a coutume de désigner sous l'appellation d' "espace ex-yougoslave". Il s'agit, on l'aura compris, des affrontements qui viennent d'avoir lieu en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, auxquels des accords récents, acquis sous la pression de cette même "communauté internationale" - terme ambigu s'il en est... -, viennent de mettre fin, du moins dans leur aspect strictement militaire. Mais sans que, pour autant, la problématique dont ils ont été l'illustration ait connu à ce jour de véritable solution, permettant d'éviter de nouveaux affrontements violents dans la région.

Il convient, d'autre part, de ne pas perdre de vue tout au long de cette étude la différence de nature qui existe au regard du Droit international entre les deux "conflits armés majeurs" qui ont eu pour théâtre cette région des Balkans: alors que, dans le cas de figure de la Bosnie-Herzégovine, il s'agissait d'un Etat théoriquement souverain, reconnu internationalement comme tel, ayant sollicité la protection des "casques bleus" de l'ONU, au Kosovo, province de la "troisième Yougoslavie", ce fut l'OTAN, agissant en tant que "bras armé" de la communauté internationale, qui intervint en l'absence d'un mandat explicite du Conseil de Sécurité, lequel allait devoir "régulariser" le fait accompli à *posteriori* par l'adoption, le 10 juin 1999, de sa Résolution 1244.

L'objet de cette étude est précisément de tenter la formulation d'une "doctrine de la prévention des conflits" dans la région des Balkans et dans son environnement géostratégique immédiat, l'Europe centrale et, au-delà, le continent tout entier.

Dans les dernières années, les événements s'y sont précipités, dans la foulée de l'éclatement de la "deuxième Yougoslavie", telle qu'issue de la seconde Guerre mondiale et de l'effondrement du système bipolaire basé sur l'équilibre de la terreur. Cela explique que la première ébauche, proposée en juin 1999, ait subi des mises à jour et des modifications, rendues nécessaires par la prise en compte des derniers développements sur le terrain.

C'est l'analyse des causes profondes à l'origine de cette évolution. Toujours porteuse de dangers, sa mise en perspective historique et philosophique et la recherche d'une esquisse de méthodologie, susceptible d'apporter de vraies solutions aux vrais problèmes, qui ont orienté et motivé finalement

notre travail. Ainsi, par exemple, on peut s'interroger sur le point de savoir à quel moment et pourquoi le concept de "patriotisme" - en soi affirmation légitime de l'appartenance à une "communauté de destin", fut-elle ethnique, culturelle ou territoriale, glisse vers celui de "nationalisme", basé sur le chauvinisme agressif, sur la haine de l'Autre, dont le paroxysme aboutit aux dérives violentes auxquelles nous n'avons pas fini d'assister.

Compte tenu de son cadre limité, cette étude - faut-il le préciser? - ne prétend pas à l'exhaustivité. Elle ne peut faire autrement que de considérer connus certains faits et certains aspects, pour lesquels on se reportera utilement à la chronologie détaillée qui figure en fin d'exposé, avant la bibliographie, également non exhaustive, qui y est proposée.

Avant propos

Lorsqu'on prétend réagir aux conflits en vue de les prévenir ou de les circonscrire, il faut avant tout éviter certains amalgames ou confusions. Les conflits, qu'il s'agisse de ceux qui ont pour origine les tensions entre Etats ou de ceux qui se déclarent à l'intérieur d'un Etat, apparaissent rarement de façon brusque, imprévisible. Ils couvent, se renforcent progressivement avant d'éclater au grand jour. La société humaine, comme les individus, est par nature, conflictuelle; il serait naïf de le nier et tout angélisme en la matière est lourd de menaces. Dès lors, ce qui est en cause ce n'est pas l'existence du conflit mais la manière dont celui-ci est instrumenté par ses acteurs, leur difficulté à gérer les différences et les antagonismes, à éviter que la haine s'installe et que la violence se déchaîne. Tour à tour niée ou invoquée pour expliquer l'origine d'un conflit, voire pour le justifier, la culture, dont le concept et le rôle sont souvent mal compris, peut donner lieu à des ambiguïtés lourdes de conséquences.

Nombre des crises ont débuté lorsqu'une des parties a adopté une attitude, puis une politique de différenciation, où l' "Autre" est, de plus en plus, regardé sous l'angle de sa différence, renforcée, grossie, déformée au point d'en devenir dangereuse. Cette attitude cherche à faire reconnaître une menace, voire à la construire de toutes pièces, sous prétexte d'assurer la préservation de la communauté. Cette expression quotidienne de l'exclusion progressive, encouragée, voulue ou manipulée par un groupe, un parti ou un gouvernement, fonde, le plus souvent, les régimes nationalistes, discriminatoires (apartheid) ou totalitaires, ou les deux à la fois, comme le montrent les derniers affrontements dans la région des Balkans. Elle conduit à des guerres "de libération", des guerres civiles ou à des purifications ethniques. L'histoire récente montre que l'Europe n'est pas à l'abri de ce type de dérive et qu'elle doit s'en prémunir. Face à chaque nouvelle situation de différenciation et d'exclusion, il conviendra de s'interroger sur les véritables mobiles politiques, sur l'utilisation abusive des justifications historiques, ethniques, religieuses ou culturelles et sur la forme de pouvoir que prend cette volonté de différenciation. Les confusions en ce domaine peuvent s'avérer coûteuses.

En présence d'un nouveau foyer de tension, où les dimensions culturelles jouent un rôle primordial, il faudrait, avec le plus de discernement possible, distinguer si c'est le politique qui est "ethnalisé", qui instrumentalise l'ethnique - cas le plus fréquent - ou si, au contraire, ce sont vraiment les dimensions ethniques qui fondent le conflit, si c'est bien l'ethnique qui guide le politique. Pour expliquer les raisons du conflit, l'analyse culturelle ou ethnologique cherche à trouver des justifications aux comportements des protagonistes et des "peuples" en présence. Démarche en apparence essentielle, mais qui peut donner lieu à des jugements *à priori* (exemple : la prétendue

nature fondamentalement belliqueuse des Serbes et des Albanais, cause de l'instabilité permanente des Balkans...)

Au plans politique, juridique et humanitaire, ne devrait-on pas identifier beaucoup plus rapidement le type de conflit afin de pouvoir y répondre de la manière la plus adéquate? S'agit-il d'un conflit interethnique, d'une guerre civile, d'un génocide, d'un crime de guerre (violation des Conventions de Genève) ou d'un crime contre l'humanité, notion relativement nouvelle en droit, à laquelle les procès de Nuremberg, organisés par les vainqueurs du nazisme au lendemain de la deuxième Guerre mondiale, semble avoir conféré un caractère d'imprescriptibilité? Que qu'il en soit, dans l'espace ex-yougoslave, en Bosnie-Herzégovine, puis au Kosovo, nous venons d'assister à des crimes de guerre, à des crimes contre l'humanité: une armée, une police, des groupes paramilitaires ont fait fuir, martyrisé, tué une population et effacé toute trace administrative de son existence. La création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie aurait permis à cet égard une avancée importante. Si des situations analogues survenaient, un tel tribunal devrait pouvoir se mettre immédiatement au travail en bénéficiant de toutes les informations indispensables. Idéalement, la communauté internationale devrait fonder sa politique commune sur des valeurs qui la fassent sortir de la logique cynique d'une *Realpolitik* basée sur le rapport des forces.

En effet la haine, une fois excitée, augmente inexorablement, la violence une fois déchaînée ne peut que s'assouvir avant de s'épuiser et les négociations de paix ne peuvent intervenir qu'après le désastre. Pour être effective une telle politique signifie que la souveraineté nationale n'est plus absolue et que, dans un certain nombre de domaines, l'intérêt collectif prime sur l'intérêt national. Plusieurs écueils doivent cependant être mis en évidence : réduire la politique euro-atlantique au plus petit commun dénominateur ne peut représenter une solution satisfaisante non plus que son fonctionnement ne peut s'inspirer de celui des organisations internationales classiques. Ses objectifs doivent proposer autre chose qu'une action politique basée sur des rivalités bipolaires, sur le jeu des antagonismes et sur l'équilibre des forces. Une politique active de coopération internationale, une recherche plus rapide de solutions multilatérales serviraient mieux les intérêts d'une communauté internationale basée sur la démocratie et sur la primauté du droit. Cela permettrait de mieux prévenir les conflits violents, dont le risque majeur est celui de faire "tâche d'huile".

La prévention des conflits fondée sur un appui clair et concret aux forces démocratiques et d'ouverture existant dans les pays concernés et sur la mise en œuvre de moyens efficaces sur le terrain avant que la situation ne s'aggrave, devrait être un des volets les plus importants d'une telle politique. Car, partout en Europe, des individus, des groupes ont développé des aspirations démocratiques, favorisé l'ouverture des esprits sur l'extérieur, utilisé et fait évoluer divers moyens d'expression. Garants d'une certaine diversité, ils nourrissent réflexions et débats et participent à la constitution et à l'enrichissement d'une société civile réellement démocratique. Dans les pays multiethniques, ils développent un dialogue et une coopération culturelle entre différents groupes issus des communautés en présence. Une politique de prévention devrait les identifier, s'intéresser à leur démarche, dégager les moyens financiers pour que des organisations gouvernementales et surtout non-gouvernementales soutiennent dans leurs actions ces isolés lorsqu'ils sont menacés par des pouvoirs antidémocratiques.

Parallèlement, ne devrait-on pas créer une force de veille démocratique culturelle voire juridique, bénéficiant d'une indépendance suffisante à l'égard des Etats et qui serait chargée d'analyser et de cordonner toutes les données rassemblées par les organisations couvrant les secteurs des droits démocratiques, culturelles, humanitaires et des minorités ?

1. Présentation générale

Le survol événementiel proposé dans cette étude devrait faire ressortir les principaux repères qui permettent de "mettre en perspective" l'évolution de ces pays d'Europe centrale - orientale - balkanique au sein de ce qu'il est convenu d'appeler "la communauté internationale". Mais, avant de pousser plus loin notre analyse, le moment est peut-être venu de s'interroger sur le point de savoir qui sont exactement les acteurs du processus que nous nous proposons de décrire. Quelles sont-leur racines profondes ?

C'est la question que se posent souvent de nombreux historiens, tels Catherine Durandin¹ qui essaye de mettre en perspective les "contradictions non résolues" de la démarche de ces pays, attirés - par atavisme profond, par opportunisme ou par les deux à la fois - par l'Occident et par leurs racines orientales, c'est-à-dire, essentiellement byzantines, même relayées par le monde slave.

Les tensions interethnique demeurent vives dans la plupart des Etats de la péninsule des Balkans, tels, par exemple, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et les nouveaux Etats issus de l'ex-Yougoslavie. Dans cet espace, elles se sont manifestées plus particulièrement en Croatie, en Bosnie-Herzégovine ainsi que dans la région autonome du Kosovo, où s'opposent encore Serbes et Albanais.

Il serait peut-être intéressant de rappeler ici le contexte historique dans lequel ils ont pu s'épanouir et qui montre que, théoriquement, tout aurait dû rapprocher les peuples des Balkans. Remarquons d'autre part que, sur la dizaine d'Etats qui articulent aujourd'hui la péninsule, deux (la Roumanie et la Bulgarie) ont été membres du défunt Pacte de Varsovie, deux autres (la Grèce et la Turquie) font partie de l'OTAN (encore que cette affiliation commune de les rapproche guère), tandis que les six autres (l'Albanie et les cinq républiques issues de l'ex-Yougoslavie) ne participaient à aucune des deux alliances.

Cette diversité géopolitique est encore accentuée par la disparité de langues, de croyances et de cultures. Sur un espace relativement peu étendu, vivent à l'étroit les sept principales ethnies de la péninsule - grecque, albanaise, roumaine, slave, hongroise, rom (tsigane) et turque - parlant des langues très dissemblables, (sans compter une multitude de dialectes et idiomes), qui s'écrivent en trois alphabets différents (latin, grec et cyrillique), ce qui contribue à rendre la problématique encore plus complexe.

Dans un tel décor, les psychoses nationalistes et les frictions interethnique ne manquent pas. Le grand chaudron des préjugés, des amertumes, des frustrations, des massacres programmés, des revanches et des rancœurs ne cesse de bouillonner, prêt à exploser à nouveau à la première occasion. Ainsi, le terme de "balkanisation" qui, à juste titre, froisse souvent les Balkaniques, se justifie encore. Ce terme, comme celui de "poudrière", souvent attribué à la région, ont une résonance obsédante, une connotation carrément péjorative, et cela a tel point que même quand les Balkaniques ont voulu les réfuter, ils n'ont rien trouvé d'autre que d'adjoindre à l'ancienne formule une simple épithète, en exhortant à "faire des Balkans une poudrière mouillée". Il semble que

¹ Histoire des Roumains, Fayard, Paris, 1995

l'image de la "poudrière" reste fatalement liée à l'évocation de la péninsule et de l'espace géostratégique qu'elle détermine.

Malgré tout, même si, comme certains le prétendent, la notion de "fatalité" aurait vu le jour précisément dans les Balkans, on ne saurait admettre que cette région fût fatalement condamnée aux frictions interethnique et que les efforts des divers gouvernements en vue d'un rapprochement soient illusoires et inévitablement voués à l'échec.

Beaucoup de chroniques historiques ou littéraires ont surtout mis l'accent sur la division proverbiale des habitants des Balkans; mais tout aussi importante est leur tendance à se rapprocher. Certes, le rapprochement et la paix, dans les Balkans comme partout dans le monde, ont toujours été moins spectaculaires que les conflits, et c'est pourquoi, injustement d'ailleurs, ils n'occupent, dans la chronique balkanique, qu'une place modeste.

Cette tendance au rapprochement n'est pas une simple aspiration. Elle constitue, d'après certains historiens, comme Catherine Durandin déjà citée, une réalité attestée. Qui connaît tant soit peu les Balkans a pleinement conscience que les peuples balkaniques ont des affinités et des points communs véritablement frappants, sur des questions fondamentales. Ils ont une vision analogue de la vie et de la mort; ils ont aussi des coutumes, des codes moraux, des mélodies, des costumes traditionnels et des chants populaires très ressemblants, pour ne pas dire parfois communs, comme le sont aussi beaucoup de traits de leur psychologie et de leur caractère. Et ces affinités ne doivent rien à la génétique (à la différence de beaucoup d'autres régions du monde, dans les Balkans, les principales ethnies se sont relativement peu mêlées) ; elle est principalement le résultat d'un long voisinage et, de ce fait, de l'interpénétration des cultures.

C'est ce substrat culturel interbalkanique qui a conduit nombre de personnalités de la péninsule à suggérer aux gouvernements de la région de s'appuyer sur les traits communs. Seulement ainsi, l'action politique interbalkanique peut être couronnée de succès. En vérité, ces peuples étaient plus proches les uns des autres avant le vingtième siècle. Beaucoup expliqueront cela par le "poids de l'histoire", celui des dominations conjuguées des Empires ottoman et austro-hongrois. Mais une telle explication est incomplète. Le joug commun auquel ils étaient soumis aurait pu, certes, les pousser à faire bloc, mais dans des empires regroupant plusieurs nationalités, qui appliquaient la devise "divide et impera", la domination étrangère pouvait avoir davantage pour effet de les éloigner les uns des autres que de les réunir, compte tenu des différences existant dans leur rapport respectif à "l'occupant".

Le rapprochement entre Balkaniques, lorsqu'il a été tenté, a été le produit spontané de la civilisation interbalkanique. Les figures les plus éminentes de la péninsule ont créé, surtout au dix-neuvième siècle, une tradition de compréhension entre Balkaniques. D'illustres poètes et savants grecs et albanais, slaves et roumains, ont mis leur esprit au service de cet objectif. Par-là même, ils s'employaient à confirmer une nouvelle fois qu'en dernière analyse ils étaient les habitants d'une péninsule antique, où les Grecs anciens, exorcisant de leur conscience l'antique destruction de Troie, avaient, les premiers dans l'histoire de l'humanité, attesté qu'un peuple ne peut avoir de conscience s'il en a étouffé un autre.

Naturellement, le tableau des rapports entre les peuples de cette région n'a jamais été idyllique. Les querelles et les divisions n'ont pas manqué, comme partout dans le monde, sauf qu'avec le temps, au lieu de s'atténuer, elles sont allées s'accroissant, jusqu'à atteindre leur paroxysme au vingtième

siècle comme conséquence de la naissance ou du renforcement des "identités nationales". Ce phénomène s'est aggravé, paradoxalement, à l'époque où les peuples balkaniques se sont détachés des Empires ottoman et austro-hongrois. Expliquer cela par le fait qu'ils venaient de sortir d'une longue nuit de cinq siècles et que leurs consciences encore confuses étaient habitées par l'angoisse, relèverait de la poésie plus que du réalisme politique. Toutefois, c'est dans la très longue occupation par le plus grand empire de l'époque, ou plus exactement dans leur longue coexistence avec lui, que l'on pourrait rechercher les racines de cette violence. Les relations des Balkaniques avec le super-Etat ottoman revêtaient un caractère à la fois dramatique et paradoxal.

Dès les premières confrontations, les Balkaniques et les Ottomans comprirent que leurs rapports mutuels seraient d'un type particulier. L'hétérogène et dantesque empire des Ottomans sentit bien vite qu'il avait besoin de l'homme balkanique, vigoureux et ambitieux, intelligent et brave, téméraire et aventureux. En s'infusant ce sang nouveau, effectivement dangereux mais d'une vitalité extrême, il vivifierait ses propres artères, à la veille de nouvelles conquêtes. D'autre part, les castes balkaniques virent s'ouvrir à elles, au sein de l'Empire, les espaces qui leur manquaient dans leurs étroites limites, et de plus vastes possibilités de faire carrière et de satisfaire leurs ambitions.

Les Ottomans donc surent habilement combiner le conflit et la coexistence, la tragédie et le banquet. Ils offrirent aux Balkaniques de très hauts postes, parfois même les plus élevés et les plus décisifs, comme ceux de premier ministre (Grand Vizir), de chef de l'armée ou de la diplomatie. Ils donnèrent ainsi aux Balkaniques le goût du pouvoir, et cela au sein d'un Etat aux dimensions fabuleuses.

Ainsi les castes, anciennes et nouvelles, des Balkans, furent-elles saisies d'un élitisme sans précédent, qui suscitait souvent la jalousie des gouvernants turcs eux-mêmes. Dans cette ascension vers le pouvoir se distinguèrent particulièrement les Albanais, auxquels furent confiées les plus hautes fonctions et qui, de longues années durant, dirigèrent pratiquement l'Empire, puis les Grecs et les juifs, qui occupaient des postes-clés dans l'économie, la diplomatie, etc. . Cette course aux dignités et aux privilèges suscita dans les hautes couches des sociétés balkaniques, mais également dans les couches populaires, une vanité qui se mélangeait à la fierté nationale. Il était naturel que cette course aux honneurs et aux prébendes fût accompagnée de sentiments secrets des plus divers: jalousie, haine, ambition, complexe d'infériorité, manie des grandeurs, etc. Et lorsque l'Empire dut reculer vers l'Est et que les peuples balkaniques eurent conquis leur liberté, ces angoisses et ces fantasmes subsistèrent. De ces sentiments au chauvinisme, il n'y avait qu'un pas.

Chez les Balkaniques, comme souvent chez des nations à population peu nombreuse, les complexes d'infériorité et de supériorité ont joué un rôle important dans la formation de psychoses chauvines. Mais, alors que le sentiment de supériorité alimente une indifférence qui peut aller jusqu'au mépris (rappelons l'attitude quasi générale à l'encontre des Tziganes), le complexe d'infériorité, lui, engendre une haine morbide et inexpiable. Lorsque deux ethnies dans les Balkans sont en inimitié entre elles, c'est le complexe d'infériorité, même s'il est soigneusement dissimulé, qui pousse au chauvinisme le plus agressif.

La péninsule offre tous les exemples de ce type de rapports. Parmi les peuples voisins, deux des plus anciens, les Grecs et les Albanais, n'ont pas, malgré tout, nourri de complexes l'un à l'égard de l'autre. A l'exception de quelques excès, sporadiques et brefs, ils ont entretenu de bons rapports. Les deux ethnies sont pourtant animées d'une grande fierté; les Grecs avant tout à cause de leur passé antique, les Albanais à cause de leur origine illyrienne (vraie ou supposée, mais bien présente dans

leur mémoire collective), toutes deux conscientes et orgueilleuses des hauts postes qu'elles avaient occupé dans l'empire ottoman. C'est peut-être à cause de cet orgueil que ces deux peuples, très susceptibles, ont fini par placer leurs rapports sous le signe du respect mutuel.

Tout autre, malheureusement, est le tableau des rapports albano-serbes. Déjà tendus et malaisés par tradition, ils ont été, comme on ne le sait que trop, gravement ébranlés ces dernières années, jusqu'à atteindre progressivement le niveau d'hostilité qui a débouché sur les affrontements violents auxquels on a assisté. Peut-être faut-il chercher l'origine immédiate de ces affrontements dans les meetings des Serbes et des Albanais du Kosovo qui ont précédé les conflits armés, mais qui ne sont qu'une partie de ce triste tableau. L'appréciation portée à l'époque dans les médias yougoslaves sur ces événements précurseurs a été sans doute fort partielle. Les meetings serbes (et monténégrins à l'époque) ont été jugés positifs et considérés comme l'expression de la voix des masses, etc. alors que les réunions des Albanais étaient décrites comme ayant un caractère hostile, "anti-révolutionnaire", etc. C'est là une des multiples discriminations dont se sont plaints les Albanais de Yougoslavie. La presse, la radio, la télévision ont continuellement offensé leur peuple, l'exaspérant afin de justifier ensuite la répression exercée contre lui, suivant la formule désormais bien connue "provocation, exaspération, répression", ce qui illustre déjà le rôle considérable qui serait dévolu à la "guerre des médias" dans les affrontement interethniques qui s'annonçaient.

Ce n'est pas un hasard si la télévision yougoslave a fait à l'époque l'éloge de l'académicien serbe Vasa Cubrilovic, auteur d'un infâme projet de génocide à l'encontre des Albanais, ce qui, selon ces derniers, aurait dû lui valoir de comparaître devant le tribunal de Nuremberg. Effectivement, on pourrait demander quel pays au monde décorerait un académicien pour avoir proposé l'anéantissement de deux millions de ses propres ressortissants?

On parle beaucoup aujourd'hui du "drame du Kosovo". Qu'il y ait eu un drame au Kosovo, cela est indéniable, mais il convient de voir qui a vécu réellement ce drame et qui l'a monté en spectacle. Les Serbes ont prétendu avoir été persécutés par les Albanais alors que ceux-ci affirment le contraire. En fait, il n'est guère crédible qu'une population qui a le soutien de l'armée et de la police, comme cela était le cas des Serbes au Kosovo, soit persécutée par une autre que la police et l'armée surveillaient jour et nuit. Et en fait, un an après la fin des opérations militaires, les prisons serbes sont encore à ce jour remplies de détenus politiques albanais. Les Serbes, pour prouver qu'ils ont été victimes de persécutions de la part des Kosovars albanais de souche, invoquent l'exode de la population serbe du Kosovo sous la prétendue pression albanaise, alors que, selon les Albanais, ces déplacements obéissaient à des motifs principalement économiques. Les Kosovars albanais ont en outre été accusés par les Serbes d'avoir cherché à déstabiliser la Fédération yougoslave, et cela notamment à cause de leur opposition à la modification de la Constitution de 1974, (question aujourd'hui dépassée).

Qu'il y ait eu en Yougoslavie des forces de déstabilisation paraît évident. Mais il était vain de les chercher là où elles n'étaient pas. Les forces de déstabilisation étaient, sont toujours, précisément celles qui, avec une passion malsaine, alimentent les vents chauvins, ce qui, dans les Balkans, n'est pas difficile... Les Albanais se sont sentis particulièrement atteints par l'altération de leur histoire et par la négation de leur droit du sol. Les Serbes ont pris plaisir à répéter que le Kosovo est le berceau de la Serbie, mais les Albanais estiment que ce territoire appartient tout autant à leur histoire. Le quatorzième siècle est jugé par les Serbes plus déterminant que le dix-neuvième, lorsque le drame de la nation albanaise eut justement pour théâtre principal le Kosovo. A cela les

Albanais répliquent qu'il fut un temps, où les Serbes étaient absolument absents des Balkans, avant le huitième siècle, à une époque où les Albanais y étaient déjà solidement implantés.

Une telle manipulation de l'histoire ne conduit à rien, si ce n'est à attiser des tensions déjà vives. Il est vain d'espérer qu'en répétant des milliers de fois un mensonge il finira par devenir un jour vérité. Quand les Balkaniques parlent de rapprochement, ils évoquent souvent les "ponts de l'amitié". Les peuples de la péninsule possèdent une légende commune sur le sacrifice à accomplir au pied d'un pont en construction pour s'assurer de sa solidité. En l'occurrence, l'objet de ce sacrifice, à enterrer à jamais dans les fondations du pont du rapprochement, doit être le chauvinisme.

1.1. Le défi de la prévention des conflits

Comment intervenir efficacement - au moindre prix - pour prévenir ces guerres "civiles", ou "fratricides", que sont la plupart des conflits armés ayant pour théâtre d'opérations l'Europe centrale et orientale et, plus précisément, les Balkans? Comment, lorsque le conflit ne peut être évité, agir sur les crises et les affrontements, de façon à en limiter la portée et les conséquences? Et surtout, quelle politique mener pour empêcher un nouvel embrasement dans la région? Régulièrement confrontés à ce dilemme, notamment depuis la fin de la guerre froide, écartelés entre l'aspiration "humanitaire" de l'opinion publique et les risques réels pour les soldats, les dirigeants occidentaux cherchent de nouveaux remèdes. Voilà en somme le défi exemplaire pour la prévention des conflits qu'on préconise à Washington comme à Bruxelles et ailleurs. Au cœur de nombreuses conférences, c'est en effet un sujet porteur. Le concept est humainement et politiquement séduisant. Toutefois, l'exemple du Kosovo oppose d'emblée quelques questions concrètes à l'ambition des intentions.

Comment sait-on que, ici ou là, une guerre va éclater ? Après tout, avant de déboucher sur un affrontement violent, la situation de tension au Kosovo durait déjà depuis au moins une dizaine d'années. Rappelons-nous, au contraire, la Bosnie un an avant son autodétermination en 1991 : les touristes, les mariages mixtes, les matchs de football, et surtout le mode de voisinage et de coexistence pacifique des différentes communautés n'auguraient point la déchirure.

La volonté de prévenir les conflits se heurte ainsi à une première difficulté: repérer à temps les guerres en gestation. Car la guerre n'existe qu'à partir du moment où elle a lieu: le concept d'"avant-guerre" n'existe que pendant et après la guerre.. Aussi faudrait-il, pour prévenir la guerre, se concentrer sur ce qui la précède et lui succède, c'est-à-dire la paix. Celle-ci a-t-elle des fondements propres? Peut-elle être viable si elle a été imposée par les vainqueurs (comme ce fut le cas des traités conclus au lendemain des deux Guerres mondiales)? Peut-elle s'inscrire dans la durée si elle tient sa légitimité du seul équilibre entre les protagonistes? Est-elle équitable si elle procède de logiques liées aux victimes? Existe-t-il des systèmes d'alliances ou d'interdépendance qui rendent la guerre impossible? (A la limite, on peut considérer que la "réconciliation franco-allemande" souvent citée en exemple, avait précisément cette finalité: rendre impossible une nouvelle guerre entre les Etats-nations de l'Europe occidentale.) Répondre à ces questions conduirait à inventer des accords de paix d'un nouveau type pour relayer ceux de Dayton et de Kumanovo, porteurs potentiels de futurs conflits dans les Balkans.

1.2. "Civilisés " et "barbares "

La logique qui conduit à vouloir empêcher la guerre encore occulte pose aussi une autre question: faut-il prévenir tous les conflits, y compris les guerres "légitimes" qu'appelle le droit à la "résistance à l'oppression" consacré par la "Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen" de 1789,

renforcées par la Charte des Nations-Unies de 1948 et par la Convention européenne de 1950-53? Il faudrait donc déterminer en premier lieu si une guerre est juste, et surtout savoir qui en décide : ceux qui la déclenchent et la mènent ? Ceux qui en sont victimes ? La communauté internationale ? Au Kosovo, la prévention revient à interdire aux Albanais ce qui fut concédé aux Croates, aux Serbes et aux Musulmans de Bosnie. Comme cet exemple le montre, il importe ensuite d'établir si la violence légitime est l'apanage des Etats, et si les minorités doivent en conséquence se constituer en Etat pour être reconnues.

Qui décide de la légitimité d'une guerre ? Pour mesurer l'importance de la réponse, il suffit de penser à la guerre du Golfe de 1991, une "guerre juste et propre " selon la communauté internationale qui l'a décidée.

La question de la légitimité de la guerre, qu'on n'a pas pu ou pas voulu prévenir, en soulève une autre : quels seront les critères sur la base desquels décider d'une intervention, sachant que les moyens d'action sont limités et que le "droit d'ingérence humanitaire " n'intervient qu'une fois les premières victimes recensées ? On peut également penser au critère de l'intérêt stratégique ainsi qu'à la nécessité d'établir les règles du nouvel ordre international ainsi que le classement des puissances dans ce nouveau "grand jeu ". Les Etats-Unis peuvent ainsi clairement choisir de ne rien faire et de ne rien dire sur le conflit tchéchène, ou de lever unilatéralement l'embargo sur les ventes d'armes à la Bosnie, l'Europe étant souvent réduite à suivre son grand allié américain, faute de s'être dotée à temps des moyens concrets nécessaires à l'exercice d'une politique de défense commune.

Enfin, il y a bien sûr la question du coût de l'intervention ramené à celui de la non-intervention. Le prix à payer pour de telles opérations est mieux connu: difficultés logistiques, complexité politique et militaire, danger pour ceux qui y participent, risque d'enlèvement du conflit ; mais aussi coût financier et difficultés pour négocier, mettre en place et diriger une opération multilatérale avant même de penser à la reconstruction.

En outre, on a souvent constaté que, sur le moyen terme, la stabilité d'un régime vainqueur vaut mieux que les incertitudes d'une paix négociée et donc fragile.

D'autre part, une opération humanitaire est financièrement moins coûteuse que ne l'est, politiquement, la mort d'un soldat américain dans une guerre qui ne serait pas la sienne. Les guerres qui viennent de se dérouler sur le territoire de l'ex-Yougoslavie en sont une illustration: il peut y avoir plus à gagner en intervenant tardivement dans un conflit, puis en touchant les dividendes de la médiation, qu'en fournissant une aide massive mais discrète afin de prévenir ce même conflit... sans savoir si cette aide servira effectivement à quelque chose.

Une chose est néanmoins certaine : la prévention des conflits est sans objet si ses concepteurs n'entendent pas réellement la pratiquer, car, les concepts et les intentions ne peuvent suffire à réduire le nombre de victimes. Comme toute décision internationale, une politique visant à empêcher les guerres ne peut tenir son efficacité que de la volonté des Etats de la mettre en œuvre, ensemble ou séparément, et d'utiliser à cette fin "tous les moyens nécessaires " dont ils disposent.

Bien que, des Nations Unies à l'Union européenne, en passant par l'OTAN et par les organisations non gouvernementales, tout le monde consacre de réels efforts à sa définition, le concept de prévention des conflits demeure donc aussi ambigu que circonscrit. Il tendrait même à séparer un peu plus les "civilisés ", qui pensent la guerre, des "barbares ", qui la vivent. Comme si le fait de réfléchir aux conflits constituait une protection.

Qu'est-ce qui nous à protégé de l'horreur des massacres de Srebrenica en juillet 1995 ? Les écrans de télévision qui nivellent la violence ? Les analyses de spécialistes qui justifieraient presque l'horreur en donnant du sens au conflit ? Les associations humanitaires ou les "casques bleus" qui relaient notre conscience et la soulagent ? La prophétie d'un mur dont l'écroulement était censé prémunir le Vieux Continent ? Ou plutôt la distance géographique qui maintient les conflits hors des frontières de l'Europe occidentale depuis 1945 ? En tout cas, même quand les frontières sont celles de nos proches voisins du Sud ou de l'Est, la guerre reste "l'affaire des autres", comme la barbarie.

Lorsque les Occidentaux parlent de prévention des conflits, ils évoquent la primauté du droit, l'intangibilité des frontières ou la nécessité de justice économique et sociale qui sous-tendent la paix dans leurs pays. En toute amnésie de leur propre histoire, ils seraient protégés par leurs armées, éclairés par leur raison et, surtout, à l'abri d'un rempart de démocratie et de prospérité. Bien des raisons, en somme, qui justifient de fonder la dissuasion des affrontements sur cette différence majeure entre nous, les Occidentaux, et eux, les autres. Dans cette optique, soyons conscients de ce que "leur" présent n'est, le plus souvent, que "notre" passé. Il s'agit en fait de deux façons de juger une situation en fonction de "nos" paramètres ou en fonction des "leurs": C'est évidemment cette seconde façon d'appréhender la réalité sur le terrain qui peut nous aider à prévenir.

C'est dire les obstacles que doit surmonter une véritable politique de prévention et de résolution des conflits. La Commission européenne elle-même en est parfaitement consciente qui, dans une proposition soumise aux Etats membres, en mars 1996, souligne : "Le nombre croissant de conflits violents constitue un défi majeur pour la communauté internationale. (...) Or, si cette communauté internationale ne cesse d'être sollicitée pour résoudre ces conflits, les instruments traditionnels qu'elle utilise (opérations de maintien de la paix des Nations unies, aides humanitaires, etc.) se sont révélés onéreux et parfois inefficaces ou même contre-productifs par rapport à l'objectif à long terme de retour à une situation durable de non-violence et de stabilité".

Démarche humanitaire ? Aveu de faiblesse ? Expression d'une volonté de puissance ? Instrument de politique intérieure ? La dissuasion de la guerre tient de tout cela à la fois. Les conflits qui se multiplient sur la planète constituent souvent des pièges pour les pays occidentaux. Ces derniers voudraient remédier aux difficultés qu'ils rencontrent pour intervenir dans ces conflits, les gérer, traiter leurs conséquences et éviter leurs débordements. Ils espèrent, du même coup répondre à leurs opinions publiques qui exigent que cessent les carnages. L'idéal serait de pouvoir extirper la tumeur avant qu'elle ne se développe, ce qui implique un diagnostic précoce. L'enjeu est de taille et au Sommet de Washington les 23 et 24 avril 1999, les chefs d'Etat et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord ont approuvé un nouveau *Concept Stratégique de l'Alliance*. Malgré le fait que l'objectif essentiel et immuable de l'Alliance, tel qu'il est énoncé dans le Traité de Washington, consiste à sauvegarder la liberté et la sécurité de tous ses membres, ce nouveau concept stratégique devrait être extrapolé à l'échelle mondiale. C'est d'ailleurs ce qui a été fait, pour la première fois, lors de l'intervention des forces de l'OTAN au Kosovo, c'est-à-dire hors du territoire couvert par le Traité de Washington.

2. L'Europe centrale et balkanique

"Considérés comme le baril de poudre de l'Europe, les Balkans sont la partie du continent à laquelle la bipolarisation du monde d'après 1945 a imposé le plus cruel démembrement géopolitique. La ligne de fracture laisse en effet la Roumanie et la Bulgarie au Pacte de Varsovie, tandis que la Grèce s'intègre dans l'OTAN; la Yougoslavie - après la rupture avec Moscou - se fait le promoteur du Mouvement des non-alignés, tandis que l'Albanie, après une expérience prochinoise, sombre dans l'isolement le plus profond", écrit Bernard Lory² en 1966, tout en soulignant que "cet encadrement international permet de résoudre - partiellement et provisoirement - certaines contradictions régionales héritées de la période antérieure".

Les Balkans ont été longtemps partagés entre deux empires. Quand, au XIXe siècle, y apparurent de petits royaumes indépendants, ce phénomène reçut le nom de "balkanisation". Derrière chacun de ces pions balkaniques il y avait un ou plusieurs joueurs européens aux intérêts divergeants: c'est cette situation qui a abouti, au début du siècle passé, aux deux Guerres balkaniques, puis à la première Guerre mondiale.

Au départ, trois de ces puissances se sont directement intéressées aux Balkans: ce sont d'abord les deux empires continentaux immédiatement voisins, l'Autriche et la Russie. L'Autriche espère accéder à Salonique, la Russie à Constantinople; la première joue le rôle de protectrice des catholiques, la seconde des orthodoxes. En face de leurs prétentions rivales; l'Angleterre, puissance maritime, veut défendre la route des Indes et tenir les empires continentaux à l'écart de la Méditerranée. Les autres puissances (France, Allemagne, Italie) n'entreront vraiment dans le jeu balkanique que plus tard.

Ce qui a varié d'une période à l'autre, ce sont les facteurs déterminant les rapports de clientèle entre les "petits" pays balkaniques et "Grands" européens, car les petits découvrent qu'ils peuvent "changer de patron", donc jouer les grands les uns contre les autres. De 1945 à 1989, la région subit les conséquences du partage réalisé par les armes et sanctionné traditionnellement à Yalta. Il n'y a plus, à l'époque, que deux patrons: l'URSS et les Etats-Unis. Au nord-est, les pays occupés par l'Armée Rouge (Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne de l'Est et, dans un premier temps Yougoslavie) passent sous l'emprise soviétique; au sud, la Grèce, où ont débarqué les Britanniques, s'intègre dans le camp occidental. "Depuis 1989, ces tensions anciennes retrouvent une actualité, dans un contexte économique et social profondément modifié. Aucune fatalité absurde ne mène les Balkans, mais une logique historique fort ordinaire, que seules la désinformation distillée par les différents régimes et la coupable indifférence de l'Occident rendent obscure"³.

Par de nombreux traits structurels tous ces pays appartiennent pourtant à l'Occident. Ils ont en même temps subi, par les vicissitudes de l'histoire, des retards et des influences multiples dans la formation de leur identité; leur pensée politique et l'expérience historique des confins, *remparts* de la civilisation occidentale, constitue à maints égards l'autre versant de la pensée européenne, incarnant par différentes voies les mêmes principes de base de la dignité individuelle, des libertés endiguées par les lois, de la société civile.

² Bernard Lory, L'Europe Balkanique de 1945 à nos jours, Ed. Ellipses, 1996, pag. 2- 4, Paris.

³ Ibid.

Jusqu'à il y a peu, ce processus s'inscrivait dans un contexte international particulier, celui de l'affrontement Est-Ouest dans ses différentes phases (guerre froide 1948-1962, détente 1962-1985, période gorbatchévienne 1985-1991).

Les relations inter-balkaniques ont elles-mêmes été déterminées par l'évolution interne de chacun des pays concernés (auxquels s'est ajoutée par certains aspects l'Albanie). Cette évolution reflète les contradictions qui parcourent, toujours et partout, les sociétés en développement: la lutte pour le pouvoir, les oppositions de classes, etc. Les antagonismes nationaux déterminent les lignes politiques que les divers discours idéologiques vont tenter d'habiller.

Qu'aurait pu faire l'Occident pour préserver la paix dans les Balkans? Que pourrait-il faire pour consolider ou pour empêcher l'incendie qui couve encore de s'étendre? Comprendre les aspirations légitimes des peuples "à disposer d'eux-mêmes", fût-ce en se déclarant indépendants et souverains, encourager les forces de paix non par de bonnes paroles mais en s'opposant fermement aux forces d'agression.

En réalité, l'Occident a fait tout le contraire: mépris raciste pour des peuples qualifiés de tribus, complaisance envers les agresseurs réels ou potentiels, opportunisme, application du système des "deux poids, deux mesures". Que l'on se souvienne notamment du rôle d' "incontournable faiseur de paix" attribué à Milosevic lors des négociations de Dayton... Cette façon de faire condamne-t-elle les Balkans à rester un foyer de violence, qui menace de contaminer n'importe quelle partie de l'Europe et du monde?

2.1. Les acteurs

L'espoir qui sous-tend la transition est celui d'un nouveau Plan Marshall, promoteur de prospérité, censé guérir le mal en intervenant *en amont*. Le Pacte de stabilité, les Conférences des donateurs, sont-ils en mesure d'assumer ce rôle? L'aide alimentaire occidentale, notamment celle de l'Union européenne, suffira-t-elle pour permettre à des pays comme l'Albanie et la Roumanie de traverser des périodes difficiles? Mais, même si la récession qui frappait jusqu'à il y a peu l'Europe occidentale est aujourd'hui dépassée, si l'Europe occidentale a renoué avec la croissance, les investissements ne se bousculent pas dans la zone balkanique, qui a mauvaise réputation, surtout depuis que les guerres *civiles* déclenchées dans l'ancien espace yougoslave ont confirmé tous les préjugés.

En effet, si des pays comme la Roumanie et la Bulgarie se sont détournés de la Russie, leur principal partenaire économique pendant la période communiste, elles ne peuvent trouver de remplaçant équivalent en Occident. Les guerres de Yougoslavie obscurcissent considérablement les perspectives d'avenir pour les pays voisins. Non seulement elles jettent le discrédit sur tout le Sud-Est européen, mais elle alimentent d'inquiétants trafics et banalisent le recours à la violence. L'impuissance de l'Occident à promouvoir une solution aux conflits laisse les Balkaniques face à leurs propres contradictions.

Pour chacun des pays balkaniques, les années les années écoulées depuis 1990 à nos jours ont été des années de *navigation à vue*, loin des repères connus. Si chaque peuple se retrouve face à son destin et à ses incertitudes, quelques parallélismes et interférences se manifestent, malgré tout. Aujourd'hui, pour ces pays reste encore l'espoir de faire un jour partie de la grande famille européenne, car dans la crise actuelle la solution opposée et pessimiste serait un retour à la situation

de clientélisme de 1878-1914, où chaque pays balkanique avait son protecteur européen, et où tout se résolvait par le triomphe du plus fort, soit dans une guerre locale, si les protections antagonistes se sont neutralisées, comme en 1912-1913, soit dans une guerre générale, si les partons ont été entraînés par leur clients, comme en 1914. Ce fut l'espoir de la Serbie, pays qui avait été alors le grand bénéficiaire de ces guerres, et qui, dans les conflits actuels, a pris l'initiative du recours à la force. La nostalgie de 1918 est omniprésente dans les publications serbes, avec le slogan: "Quand la Serbie entre en guerre, le monde entier entre en guerre". La condition première de réalisation de cette sinistre prophétie, à savoir l'existence de profonds antagonismes intraeuropéens, et plus particulièrement franco-allemands, n'existe évidemment plus dans l'Europe communautaire. Néanmoins, les préjugés persistants réveillés par l'unification allemande, ont été assez forts pour bloquer la création d'un consensus européen, pour retarder pendant des mois la reconnaissance des pays nouvellement indépendants et pour condamner l'Europe et l'Occident dans son ensemble à une totale impuissance, même si, au plan strictement militaire, la violence collective semble avoir été momentanément contenue, après que, dans les Balkans, rien ne soit venu entraver le déroulement des guerres locales et, dans un premier temps, les progrès de l'agresseur.

Dans ce conditions, on peut supposer que Belgrade a organisé ses relations internationales selon des axes confessionnels. La Serbie orthodoxe s'appuierait sur la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie, et surtout sur la Russie, l'axe musulman grâce auquel la Bosnie et l'Albanie ont été soutenues par la Turquie, l'Iran, l'Arabie Saoudite, etc. . Enfin, la Croatie et la Slovénie s'appuieraient sur le Vatican et sur plusieurs pays catholiques. Une telle configuration n'a jamais existé dans l'histoire, mais à été parfois mimée: au XIX siècle, la Russie, l'Autriche et même la France - sous Napoléon III - ont appuyé leur politique par une propagande sur la protection des chrétiens opprimés. Aujourd'hui, les partisans de tels axes existent encore dans plusieurs pays orthodoxes ou musulmans, et le développement de l'intégrisme empêche d'exclure complètement cette éventualité.

Autre hypothèse possible: le retour au monde bipolaire et donc à un partage comme à Yalta. Cela supposerait un retour en force de la Russie, qui n'est encore qu'esquissé, bien que certains symptômes puissent laisser croire que, progressivement, la Russie tente de recréer un ordre dans son espace proche, qui inclut les Balkans, même si, à l'échelle mondiale, elle apparaît comme fragile et économiquement obsolète.

2.2. La zone balkanique après la guerre froide

Ce qui frappe de prime abord, c'est la spécificité des données propres à chacun des pays concernés. Si s'exprime partout un réveil des sociétés, motivé par l'aspiration à la démocratie ou par la colère face à l'arnaque, on aurait tort, pour autant, de tout amalgamer.

En Serbie, malgré les ambiguïtés persistantes de l'opposition, une société sort de la guerre et cherche à se délivrer de sa folie collective : rien à voir avec les mobilisations nationalistes qui avaient porté Slobodan Milosevic. La radicalité et l'inventivité du mouvement actuel, sa jeunesse, ses revendications politiques tendent, dans le contexte de la fin des combats en Bosnie et au Kosovo, vers une ouverture démocratique, à travers une prise de conscience collective.

Dans l'ensemble du Sud-Est européen, et plus particulièrement dans la zone qui nous occupe, la fin des " démocraties populaires " a vu la dislocation des Etats-partis et le démantèlement des économies centralement dirigées. Désordre et fragmentation des intérêts, émiettement des forces sociales, des identités et des légitimités ont pris immédiatement le dessus, dans un contexte d'effondrement économique - avec une chute du produit intérieur brut comme de la consommation,

et l'apparition d'une hyperinflation et d'une grande confusion idéologique. Car au cours des premières années, l'enjeu était moins économique que politique: il s'agissait de reconstituer un pouvoir central légitime apte à mener à bien les réformes nécessaires à la (re)construction du capitalisme. Les gouvernements qui bénéficiaient du consensus le plus solide prirent les mesures les plus radicales, non sans risques : en Pologne, le prestige de Solidarité égalait, sinon dépassait, celui dont jouissait le mark en Allemagne de l'Est ; les Hongrois et les Tchèques furent plus prudents, mais aussi plus fanfarons ; les Slovaques et les Roumains stoppèrent plusieurs fois, non sans conséquences négatives, les restructurations.

2.2.1. Les Balkans, un "univers" impitoyable.

Afin de fixer les idées, il convient de définir aussi exactement que possible la portée des analyses proposées dans ces considérations sur la possibilité de prévenir les conflits en "Europe centrale et dans les Balkans", c'est-à-dire d'en préciser l' "univers" (terme que nous empruntons au langage des sondages d'opinion).

Il s'agit *grosso modo* des Etats situés dans la péninsule des Balkans proprement dite et de ceux qui, par la force des choses, se sont trouvés, sont encore et risquent de se trouver dans l'avenir, plus ou moins directement concernés par les événements qui s'y déroulent. (voir carte et tableau "L' "univers" des Balkans en chiffres", ci- après). A l'intérieur de cet "univers", nous avons opéré une distinction entre deux "cercles": les pays du premier cercle - "troisième Yougoslavie", Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Slovénie, Albanie, Bulgarie et Grèce - étant les *acteurs directs* du processus caractérisé par la "déconstruction" de l'espace géopolitique des années 90 (ce que François Thoual⁴ appelle "le troisième tremblement géopolitique"), soit un espace d'environ 527.000 km carré habités par une population estimée à 45 millions d'habitants, alors que ceux du deuxième cercle - Autriche, Hongrie, Italie, Roumanie, Turquie - sont des Etats préexistants à la déconstruction, situés géographiquement autour de la zone de combats.

Dans ce contexte, l'un de ces Etats du "deuxième cercle", l'Italie, mérite une mention toute particulière, et cela de quatre points-de-vue: son implication dans le projet de "Grande Albanie" au cours de la deuxième Guerre mondiale, sa proximité géographique, qui en fait une destination "privilégiée" pour les réfugiés albanais de souche du Kosovo ou pour ceux de l'Albanie elle-même (et que l'existence d'une nombreuse et influente *diaspora* albanaise implantée de longue date dans le sud de l'Italie ne laisse pas indifférents), le contentieux territorial avec la Slovénie, aujourd'hui heureusement résolu et enfin, *last but not least*, la présence traditionnelle en Croatie d'une "colonie" italienne, héritage de l'expansion de la république de Venise autour de l'Adriatique au Moyen-Age. On comprendra dès lors que, pour toutes ces raisons, l'Italie - pays fondateur de la Communauté européenne et membre de l'OTAN, que les vicissitudes de l'Histoire ancienne ou plus récente ont placé "en première ligne " - ne soit pas, dans son rapport aux réalités balkaniques, un pays "tout-à-fait comme les autres".

La disparition de l'antagonisme Est-Ouest, tout au moins sous sa forme classique d'opposition entre deux blocs rivaux, a entraîné par ailleurs une "re-balkanisation" des Balkans, conséquence de la prolifération d'Etats, processus que le "corset" imposé par la Yougoslavie de Tito avait retardé pendant plus de quarante ans. Il en résulte pour la communauté euro-atlantique une "révision déchirante" de sa vision géostratégique, dans la mesure où l' "univers" balkanique, situé à

⁴ in "Le siècle des séparatismes" - Revue internationale et stratégique- n°37-Printemps 2000 -Dossier "La prolifération des Etats" sous la direction de Pascal Boniface - Paris PUF

l'articulation géographique de l'Union Européenne, de la Russie et du Moyen-Orient pétrolière et musulman est devenu , à cause précisément de ses conflits récents ou potentiels un sujet de préoccupation prioritaire.

2.2.2. L' "univers" balkanique en chiffres⁵.

→ Le "premier cercle"

R.F. Yougoslavie ("3ème Yougoslavie")	SUPERFICIE(en milliers de km ²)	POPULATION
Serbie.	77.470	7.700.000
Kosovo	10.900	2.000.000
Monténégro	13.800	650.000
TOTAL	102.170	10.350.000

Croatie	56.350	4.700.000
Bosnie-Hertzégovine	51.000	3.700.000
Macédoine ("FYROM")	25.700	2.000.000
Slovénie	20.251	1.963.000
"Espace ex-yougoslave"	255.471	22.713.000

Bulgarie	110.900	8.400.000
Grèce	131.950	10.500.000
Albanie	28.750	3.300.000
TOTAL	527.071	44.913.000

→ Le "deuxième cercle"

Autriche	83.853	7.800.000
Hongrie	93.000	10.200.000
Italie	301.262	57.290.519
Roumanie	237.500	23.100.000
Turquie (*)	779.450	62.700.000

(*) La superficie et la population de la Turquie qui figurent dans ce tableau sont celles de la totalité de ce pays, à cheval sur l'Europe et l'Asie. Sur ces totaux, seuls les km² et les millions d'habitants correspondent à la Turquie d'Europe, mais il est évident que ce qui importe ici c'est le "poids" géostratégique des acteurs: c'est pourquoi c'est bien la totalité des données concernant la Turquie qui doit être pris en compte.

N.B. Pour mémoire et afin de faciliter les comparaisons, la superficie et la population de l'ensemble des 15 pays qui composent l'Union Européenne sont, respectivement, de 3.234.000 kms.2 et 370.900.000 habitants.

⁵ Les chiffres qui figurent dans le présent tableau sont puisés, suivant le cas, soit dans le "Dictionnaire géopolitique des Etats-98", ouvrage collectif publié sous la direction d'Yves LAFARGE (éd. Flammarion-Paris), soit dans le supplément "Les Balkans" publié par l'hebdomadaire français "Le Nouvel Observateur" dans son numéro du 15.04.99.

2.2.3. Le poids du sous-développement

A partir de 1992-1993, la croissance économique revint. L'aide européenne et les investissements occidentaux n'eurent - sauf en Allemagne de l'Est - qu'un rôle d'aiguillon, voire d'encadrement idéologique, et il ne pouvait en être autrement puisque l'essentiel des politiques économiques et sociales dépendait des choix souverains des gouvernements. Ainsi la fameuse " thérapie de choc " polonaise connut-elle plusieurs "pauses", dès 1992, sous la pression des grèves et autres mouvements de protestation. De même, le très libéral Vaclav Klaus n'hésita pas à protéger l'agriculture tchèque face à la concurrence européenne. Et il aura fallu que les anciens communistes du MSzP reviennent au pouvoir pour que le gouvernement hongrois pratique une austérité draconienne.

Bref, les économies du centre et de l'est de l'Europe s'intègrent de plus en plus - chacune à son rythme - au marché mondial, sans pour autant exporter - jusqu'ici - insécurité et misère à l'Ouest. Il s'y dessine parallèlement une certaine stabilisation des régimes démocratiques. Ces premiers résultats sont pourtant fragiles, car persistent, dans ces pays, des tendances au repli sur soi et à la démagogie populiste, qu'une intégration à l'Union européenne, à laquelle la plupart d'entre eux aspire, si elle était mal maîtrisée, pourrait renforcer

Comparée à cette évolution, celle des Balkans est beaucoup plus incertaine, y compris dans les pays qui n'ont pas pris directement part à la guerre en Bosnie. Les équipes surgies de la décomposition du système communiste ont choisi entre deux manières de consolider leur pouvoir: les unes ont opté pour la reconstruction de leur économie exsangue et se sont donc concentrées sur les questions intérieures, les autres ont puisé dans l'arsenal nationaliste local (Grande Serbie, Grande Croatie, Grande Albanie, Grande Bulgarie, etc.) pour se mobiliser sur des objectifs extérieurs, quitte à contribuer au déclenchement de la guerre. Si les dirigeants serbes ont préféré la seconde option et subi du coup de nombreux revers, Bulgares et Albanais n'en ont eu ni les moyens ni sans doute la volonté. Ces derniers n'ont d'ailleurs pas réussi à stabiliser leur situation intérieure, souvent confuse, toujours fragile, même en revenant - comme à Tirana - à des méthodes autoritaires.

Pourquoi la transition, largement engagée en Europe centrale, semble-t-elle peiner dans les Balkans? Deux facteurs essentiels expliquent les difficultés dans cette région: son sous-développement économique et les spécificités de son histoire.

Les pays en question sont les plus pauvres d'Europe. Avant la guerre en Bosnie, la Serbie était plutôt riche, avec un PIB par habitant (5 400 dollars en 1991) équivalant à ceux de la Pologne ou de la Hongrie ; il est tombé à moins de 1 000 dollars, c'est-à-dire au niveau de la Bulgarie et de la Macédoine. Quant à l'Albanie son PIB serait inférieur à 500 dollars. De surcroît, tout cet espace est désorganisé, pour des raisons propres à chaque pays, par une crise économique et sociale qui aggrave encore les conditions de vie catastrophiques de la population. Et, pourtant, l'Albanie, par exemple, donnait depuis 1993 des signes évidents de redressement macro-économique, avec une "surprenante croissance" (13,4 % en 1995) due, pour l'essentiel, à la bonne tenue du secteur agricole, à un léger tassement de la récession dans l'industrie, sans oublier le rôle décisif des transferts des travailleurs albanais à l'étranger (380 millions de dollars en 1995) dont l'impact est particulièrement sensible sur le commerce de détail, les services et la construction.

Toutefois, ce décollage repose trop sur des facteurs externes (aides, crédits, soutien du FMI, rapatriement des capitaux, etc.) qui entretiennent la réputation d'une économie portée à bout de bras par l'extérieur. En fait, la mobilisation des forces productives du pays demeure insuffisante.

Production et spéculation se confondent au point que la frénésie capitaliste de la population a tourné, escroquerie aidant, au désastre, comme en Albanie ou, plus récemment, en Roumanie, pays où ni le pouvoir, ni la banque centrale ne contrôlent la situation.

En Bulgarie, la production industrielle n'a cessé de se détériorer jusqu'en 1994, année où une lente reprise, porteuse de quelques espoirs, s'échoua à nouveau sur l'écueil d'une dévaluation incontrôlée. Doublée d'une crise politique, la spirale de l'hyperinflation a fait le reste. Mais ce petit pays souffre aussi de l'héritage empoisonné que constituait sa place particulière dans le "camp socialiste" avec une forte dépendance énergétique à l'égard de l'URSS et un lourd endettement (10 milliards de dollars en 1990).

3. L'Europe et le Kosovo: pouvait-on prévenir ?

Les événements en Bosnie n'ont relégué que pour peu de temps à l'arrière-plan le conflit qui couvait au Kosovo entre la minorité serbe, qui contrôlait le pouvoir, et les Albanais de souche qui y forment l'écrasante majorité (90%) de la population de deux millions d'habitants. Les diplomates n'ont pas réussi, malgré leurs efforts, à endiguer la montée de la violence par des moyens pacifiques.

Pour y parvenir, les Nations-Unies auraient dû jouer un rôle décisif en désignant un groupe de personnalités de Serbie et du Kosovo pour élaborer un arrangement entre les deux parties - serbe et albanaise - au conflit du Kosovo. Afin d'orienter le dialogue dans la bonne direction, l'ONU aurait du associer la "diplomatie préventive" à des mesures destinées à assurer le "rétablissement de la paix".

Les Européens pensaient que les institutions créées depuis la dernière guerre mondiale et les progrès de leur intégration avaient éloigné les menaces d'un nouveau conflit armé. A l'évidence, les événements du Kosovo, après ceux de la Bosnie ont montré le décalage entre le discours et la réalité. Cette guerre a révélé une fois de plus l'incapacité des Européens et de leurs alliés à prévenir les conflits. Et pourtant, la montée en puissance de Milosevic était de plus en plus clairement perceptible. Nombre de Serbes ont tenté, depuis 1990, d'alerter les Européens de la mainmise progressive des nationalistes sur leur société. Le Kosovo fut le théâtre des premiers affrontements interethniques dans la région et l'Occident savait que le conflit qui avait embrasé l'ex-Yougoslavie repasserait certainement par-là. Rien n'y fit. Malgré les observations et analyses de certains diplomates et représentants d'organisations internationales, de journalistes et surtout d'ONG telles que le Comité Kosovo, Amnesty International ou la Fédération Internationale d'Helsinki, l'Europe n'a pas su ou pu empêcher le désastre. Pire, n'y a-t-on pas contribué? Osons l'hypothèse. On peut dire que les Occidentaux y ont contribué pour, au moins, quatre raisons : par manque d'intégration, par cécité et méconnaissance, par l'application, une fois de plus, d'une logique diplomatico-militaire de rapports de forces, enfin, par incapacité de développer une véritable politique de prévention.

3.1. Vers une politique extérieure et de sécurité commune.

Ainsi, le projet européen avait-il et a toujours pour objectif premier de dépasser la logique de la confrontation et de la résolution des conflits par les armes, en fondant pour cela sa démarche sur une morale politique susceptible de trouver des solutions pacifiques aux tensions entre Etats et au niveau des minorités. Dès 1949, avec la création du Conseil de l'Europe, les Etats européens avaient la possibilité de se doter collectivement de règles morales, juridiques et politiques, d'institutions

actives sur le terrain et de structures de formation qui devaient permettre d'accomplir le progrès de civilisation dont était porteur leur projet d'union. Outre l'élaboration et la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme, l'institution de Strasbourg a cependant joué un rôle déterminant dans l'élaboration d'un certain nombre d'autres instruments juridiques majeurs, tels que la Convention de lutte contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants, la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, la lutte contre le racisme et l'intolérance, la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information, la Convention culturelle européenne, pour ne citer que les plus importants.

A l'idée d'une Europe fédérale s'est opposée celle de l'Europe des nations, dont le poids reste aujourd'hui prépondérant. Un double langage s'est alors instauré. D'un côté, les gouvernements nationaux des "15" ont engagé leur pays dans l'intégration européenne et, d'un autre côté, ils ne se sont préoccupés que très insuffisamment de la formation des jeunes et des citoyens à l'esprit, la compréhension et la réalité communautaires, leur préférant une vision encore très nationale de la politique, de l'histoire et de la culture. Ils déclarent tout vouloir mettre en œuvre pour instaurer une paix durable et, en même temps, se mobilisent insuffisamment ou trop tardivement face au renforcement de l'armement et des positions stratégiques de certains gouvernements ou groupes ethniques.

Les Européens ont-ils aujourd'hui la capacité de devenir maîtres de leur destin commun? Deux constats s'imposent:

- Les gouvernements européens ne parviennent pas à empêcher que, dans un Etat européen, un parti politique nationaliste prenne le pouvoir, qu'un gouvernement ne respecte pas les règles de l'Etat de droit, de la démocratie et de la reconnaissance des minorités ou qu'un régime totalitaire s'instaure progressivement, même et surtout lorsque celui-ci s'impose au début par des élections démocratiques.
- Les Etats européens, qui se veulent les garants des règles de fonctionnement collectif, ne peuvent seuls décider d'intervenir par la force dans un pays et donner à cette intervention un poids suffisant du point de vue militaire, psychologique et donc finalement politique.

En l'absence d'une politique commune, l'Europe reste morcelée. Elle doit recourir à la force de frappe, la détermination, mais aussi la logique américaines pour régler avec retard les conflits qu'elle n'a pas su gérer. Cette dépendance à l'égard des Etats-Unis ne révèle-t-elle pas une réalité essentielle? L'Europe communautaire, pour dépasser ses contradictions, ses hésitations et son manque évident de cohésion, doit renforcer son intégration, mais en se donnant d'autres règles que celles habituelles des rapports de puissance et d'antagonisme qui entretiennent les rivalités, nourrissent les tensions et gardent toujours en réserve la menace d'un recours aux armes.

Toutefois, les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Européenne, ont compris la nécessité, aujourd'hui plus que jamais, d'avoir une politique extérieure et de sécurité commune. Le 3 juin 1999, à Cologne ils ont nommé, pour la première fois, un représentant chargé d'assurer la cohérence de cette politique. Là où les "Quinze" n'ont jamais voulu renoncer à leur souveraineté nationale, ils ont chargé l'ancien secrétaire général de l'OTAN, l'Espagnol Javier Solana, d'établir une politique cohérente et unitaire. Dans le discours que le nouveau 'Monsieur PESC' a prononcé lors de la prise de ses nouvelles fonctions il a considéré, que "être le premier représentant pour la Politique extérieure et de Sécurité commune est un défi. Pas seulement personnel, mais collectif pour l'Europe. Mes convictions de toujours, mes fonctions présentes, m'ont rendu vigilant à la nécessité de construire la paix et de garantir la sécurité en Europe. L'exemple du Kosovo aujourd'hui, où l'OTAN mène un combat pour le droit, la justice et la paix, nous prouve que dans le domaine de la

sécurité, des progrès restent encore à faire sur notre continent ". Reste à voir si les "quinze", d'un côté, et les enjeux à l'échelle mondiale, de l'autre, vont lui permettre d'aboutir réellement à la création d'une véritable politique européenne de sécurité commune.

3.2. La guerre des "trois baromètres".

En Serbie, depuis dix ans, plus de dix ans. les gouvernants procèdent implacablement, à coup de décrets ou d'attentats "ciblés", à élimination systématique des responsables d'obédience démocratique, humaniste et critique dans les universités, les médias, les appareils d'Etat, les structures culturelles, la vie associative, la police et l'armée, auxquels s'ajoutent les "disparitions" ou les détentions prolongées dans les prisons de nombreuses personnalités kosovares de souche albanaise. Certaines de ces personnes ont appelé les Européens à ne pas les laisser seules face aux menées nationalistes. Hormis l'action de quelques associations et ONG, rien ou presque n'a été entrepris. L'Europe et ses alliés transatlantiques sont restés sourds et aveugles face à ce qui se tramait dans la "troisième Yougoslavie", où ces forces morales ont été systématiquement menacées, écartées, contraintes à l'exil, emprisonnées. L'opposition éclairée a été neutralisée. Les forces de renouvellement et de construction d'une société civile ont été réduites au silence. Les premiers affrontements armés, en Slovénie, en Croatie, puis en Bosnie et au Kosovo ont révélé l'état d'impréparation des Occidentaux, leur méconnaissance de la réalité balkanique, la force et l'effet désastreux des idées reçues, la difficulté à coordonner les approches et l'incapacité chronique à développer une politique de prévention. Toutes choses qui ont contribué à aggraver la situation. Pendant ce temps, au niveau international, Milosevic a été maintenu au statut de chef d'Etat "respectable". Finalement, à Rambouillet, l'échec dans la recherche d'un accord considéré comme inacceptable par Milosevic, ses tergiversations pour gagner du temps et la poursuite inexorable de son entreprise de "nettoyage" au Kosovo allaient justifier le recours aux armes, le rendre inéluctable. Les avions de l'OTAN pouvaient s'envoler pour bombarder la Serbie. La "guerre des trois baromètres" commençait. Les baromètres de l'opinion publique, de la bourse et du nombre de soldats de l'OTAN (et accessoirement - ou "colatéralement" - de civils) tués ou blessés. Les deux premiers ne devant pas baisser et le dernier ne devant pas monter.

3.3. La logique de la concurrence et de l'antagonisme.

A l'évidence, à ce jour, l'approche des gouvernements et des diplomates est en retard de plusieurs guerres (les deux guerres mondiales et celles des Balkans). En 1918 comme en 1945, nombreux étaient les Européens qui voulaient définir une nouvelle attitude politique en Europe, un autre type d'organisation collective, en se donnant les moyens nécessaires pour ne plus laisser s'envenimer une situation de tension.

Identifier le plus tôt possible les risques de conflits relève d'une prudence élémentaire dont tous les gouvernements concernés et les organisations internationales s'acquittent avec des degrés variables de précision. Mais que font-ils de ces informations, analyses et prédictions? Quels moyens ont-ils pour empêcher le plus tôt possible que des exactions soient commises? Certains préfèrent-ils garder sous le bras ces informations et données stratégiques au profit d'un jeu de rapport de forces où la menace et l'indécision nourrissent alternativement leurs discours? Ne contribuent-ils, pas de cette façon, quel que soit leur respect des principes démocratiques, à soutenir des pouvoirs "forts" parce que capables d'assurer une illusoire stabilité? Les violences et les conflits armés qui se sont produits en ex-Yougoslavie ont-ils permis d'en tirer les leçons qui s'imposent? C'est la grande question qui reste posée...

Un espace européen qui serait construit essentiellement sur l'économie ne saurait, bien évidemment, résoudre des problèmes politiques et stratégiques. De même, une Europe politique, qui est aujourd'hui officiellement l'objectif prioritaire de l'Union Européenne, ne peut-elle se limiter à être la somme des politiques nationales plus ou moins coordonnées. La difficulté est de concevoir une philosophie et une identité politiques propres à l'Europe qui permettent, d'une part, d'intégrer les diverses cultures politiques des pays européens et, d'autre part, d'offrir des principes, règles et modes d'intervention susceptibles d'assurer une construction politique la plus large, la plus solide et la plus dynamiques possible. Sans oublier l'appartenance de cette Europe à un espace plus vaste, l'espace euro-atlantique, paramètre qui n'est pas sans conséquences sur l'évolution future de cette partie du monde et du "nouvel ordre international" qui se dessine depuis la fin de la guerre froide...

Dans ce contexte, l'Europe est consciente de la nécessité de fonder sa politique sur des valeurs qui la font sortir de la logique cynique du rapport de forces où la haine, une fois excitée, augmente inexorablement, où la violence, une fois accumulée, ne peut que se déchaîner, s'assouvir et enfin s'épuiser, où les négociations de paix ne peuvent intervenir qu'après le désastre.

Une politique extérieure commune, pour être effective au niveau européen, signifie que des pouvoirs doivent être mis en commun, que, dans un certain nombre de domaines, la souveraineté nationale n'est plus absolue et que l'intérêt collectif prime sur l'intérêt national. Les guerres en ex-Yougoslavie nous montrent aussi les conséquences des faiblesses du politique, lorsque le militaire seul l'emporte. Jusque tout récemment, les moyens à mettre en place et le type d'intervention à envisager ne semblent pas avoir fait partie des priorités dans les cénacles diplomatiques et militaires qui, dans le cas du Kosovo notamment, n'ont laissé aucune place à une stratégie de prévention des conflits sur laquelle une politique commune des Occidentaux ne pourra faire l'impasse. Les dirigeants occidentaux semblent cependant avoir enfin compris la nécessité de tirer les leçons de ce qui vient de se passer.

3.4. "Plus jamais ça!"

C'est ce qui explique que, paradoxalement, le concept de prévention fait pourtant à l'heure actuelle lentement son chemin. L'OSCE y réfléchit, le Conseil de l'Europe, avec son programme de "Mesures de confiance" est déjà actif sur le terrain depuis plusieurs années; mais les moyens financiers dérisoires mis à sa disposition par les Etats-membres en disent long sur l'état d'esprit qui règne encore, malgré les discours "engagés" et les vœux pieux au sein des gouvernements et des parlements.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, de nombreux Européens démocrates, antifascistes et fédéralistes ont déclaré: "Plus jamais ça!". Ils ont créé des institutions comme le Conseil de l'Europe, la Commission et le Cour européennes de droits de l'homme, le Collège de Bruges, le Centre Européen de la Culture. Alors que les parties en cause dans les Balkans pensent de plus en plus pouvoir déboucher sur des négociations, ne conviendrait-il pas d'affirmer une nouvelle fois haut et fort: "Plus jamais ça!" et de rassembler les forces morales de ce continent autour d'une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour créer un cadre de référence et une force de prévention des conflits en Europe et partant, pourquoi pas dans l'ensemble de la communauté euro-atlantique? Des projets tels que la mise sur pied d'une "Force de réaction rapide" et d'autres formes d'intervention semblent d'ailleurs aller dans ce sens.

N'empêche qu'il manque encore à l'Europe une telle politique de prévention des conflits, dotée de moyens d'action efficaces pour sa mise en œuvre sur le terrain. Les Etats européens et les

organisations internationales possèdent les cadres conceptuels et juridiques pour les développer. Il est d'ores et déjà possible d'esquisser ce qui pourrait être créé ou renforcé, tout en identifiant les problèmes que l'expérience récente nous a signalés comme les plus urgents...

Parallèlement, ne devrait-on pas créer une force de veille démocratique, culturelle et juridique, pourquoi pas dans la perspective d'une collaboration entre des institutions comme l'OSCE et le Conseil de l'Europe? Cette idée mériterait peut-être de faire l'objet d'une réflexion plus approfondie (voir le chapitre "Esquisse d'une méthodologie", page 25).

3. 5. Quelle ingérence?

Ces perspectives posent la question de l'intervention dans les affaires intérieures d'un Etat. Les Etats signataires d'une convention, telle par exemple, la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe, s'engagent à rendre un rapport sur la situation dans leur pays. C'est insuffisant dans la mesure où ces Etats restent juges et parties. Les traités, conventions, actes finaux réunissant plusieurs Etats, ne prévoient qu'à des conditions très limitées la possibilité pour les signataires d'exercer un droit de regard sur leurs pratiques internes. Des organisations telles que "Médecins sans frontières" ont conçu et formalisé le droit d'ingérence pour raisons humanitaires. Cependant, cette intervention - indispensable - apparaît tard, lorsque le mal est fait.

Car la question se pose avec urgence: à partir de quel moment a-t-on le droit - voire le devoir - d'intervenir? Y a-t-il des secteurs et des moyens mis en œuvre qui pourraient être concernés avant qu'un génocide ou un autre crime contre l'humanité soient perpétrés et qui justifieraient une telle ingérence? Une fédération ou une confédération d'Etats européens ne permettrait-elle pas, à certaines conditions, ce type d'intervention? Au niveau de l'Europe, deux problèmes subsistent: d'une part, les Etats-nations, au nom de ce qui reste de leur souveraineté, risquent fort de refuser un tel droit et, d'autre part, il est peu probable que les Etats pouvant être les plus concernés, aient de fortes chances d'être admis avant longtemps au sein de cette structure. Aujourd'hui déjà, le fait pour un Etat d'appartenir à l'Union Européenne ou à l'OTAN ne lui permet-il pas, en fait, de s'arroger le droit d'intervenir dans les affaires d'un autre Etat? Ce qui vient de se passer à propos du Kosovo pourrait le laisser supposer. Ce droit, quand il s'impose, le fait trop tard. Malgré les réticences politiques et administratives, ne pourrait-on pas envisager sérieusement des possibilités d'action dès l'apparition des premières tensions par des moyens de dialogue, de formation, de coopération à dimension humaine?

Il y a cinquante ans, ceux qui ont élaboré le projet d'une communauté européenne étaient perçus comme des utopistes. Une grande partie de leurs idées se sont pourtant réalisées, de manière certes incomplète et imparfaite. Le souvenir des souffrances et des destructions des deux guerres mondiales étaient encore vives dans les esprits. Les consciences étaient interpellées. Cela a favorisé des avancées notables.

4. Le contexte stratégique international

4.1. Le concept stratégique de l'OTAN

La sécurité de l'Europe risque cependant toujours d'être compromise par des situations d'instabilité et de tension. On ne s'étonnera donc pas si le "nouveau concept stratégique de l'OTAN", tel que défini dans son communiqué du 24 avril 1999, outre son insistance à réaffirmer "le maintien du lien transatlantique" au sein de l'Alliance, prend en compte la nécessité d'assurer un "équilibre stratégique *global* en Europe... afin de *prévenir* ou de résoudre pacifiquement des crises touchant à la sécurité de l'Europe". La référence à cette *globalité* revient, avec une fréquence qui ne doit rien au hasard, de façon insistante dans le texte du communiqué. Il apparaît clairement dans cet "aggiornamento" que l'Alliance Atlantique s'estime directement concernée par des événements et des situations pouvant se produire même en dehors des strictes limites territoriales de ses Etats membres. Il n'est pas douteux que son intervention dans la gestion de la crise yougoslave répond à ce souci de faire face, "en coopérant le plus largement possible avec d'autres Etats" à des "défis globaux" qui, pour certains, servent de motivation, voire de justification, aux Etats-Unis pour assumer, aux côtés de leurs partenaires européens, le rôle de "gendarme de l'Europe".

4.2. Un garant de l'ordre international

Cette nouvelle stratégie, dans la mesure précisément, où elle implique les Etats européens, membres ou non de l'Alliance, mérite qu'on s'y arrête dans le cadre de cette étude. En effet, dès la fin de la guerre froide les responsables politiques et militaires des Etats-Unis ont procédé à la révision de leurs anciennes conceptions stratégiques. Cette "bottom review", ou "révision de fond en comble" -, a mis l'accent sur le traitement des conflits régionaux.

Au terme de nombreuses controverses, il semble exister désormais un accord général, dépassant les lignes de démarcation entre les partis et les tendances intellectuelles et politiques traditionnellement rivales sur ce que doivent être les objectifs de cette stratégie.

Au vu des évolutions récentes, les préoccupations américaines demeurent ce qu'elles étaient : s'assurer la suprématie dans les trois zones d'importance majeure pour leurs intérêts, le Proche-Orient, l'Extrême-Orient et le théâtre européen. Et c'est surtout sur le théâtre européen que la fin de la guerre froide a conduit Washington à revoir l'ensemble de son dispositif stratégique, et c'est là que les décisions prises sont les plus révélatrices de sa politique de sécurité. Après la dislocation du camp de l'Est, loin d'envisager une réduction du rôle de l'Alliance atlantique et de son organisation militaire, les Etats-Unis ont cherché à l'accroître. La réduction de leurs effectifs en Europe n'a pas traduit un moindre engagement ; ils ont voulu, au contraire, y affirmer leur position prépondérante.

Dans une première étape, ils ont obtenu que soient admises d'éventuelles interventions de l'OTAN hors de l'aire géographique couverte par le traité de l'Atlantique nord. Mais c'est à l'occasion de l'affaire yougoslave que la diplomatie américaine a obtenu un résultat presque inimaginable dans la période précédente : la reconnaissance de l'OTAN comme "bras armé" des Nations Unies, le Conseil de sécurité ayant confié à l'organisation la tâche de faire appliquer, par des moyens militaires, les résolutions qu'il avait votées. Il fut ensuite convenu que les forces de l'OTAN serviraient aussi à la mise en application des accords conclus.

Le rôle historique de la crise bosniaque aura donc été, avant tout, de faire consacrer par les Nations Unies elles-mêmes le rôle unique et spécifique de l'OTAN. Comme si, désormais, celle-ci était, dans toute une partie du monde, le garant de l'ordre international.

On a pu vérifier à cette occasion la fermeté avec laquelle les Etats-Unis ont veillé à conserver leur autorité au sein de l'Alliance et de son organisation militaire, car il s'agissait précisément de la zone stratégiquement la plus importante à leurs yeux puisqu'elle relie les théâtres atlantique, européen et proche-oriental.

C'est toutefois, et sans nul doute, par les décisions prises concernant l'élargissement de l'OTAN que la politique américaine a manifesté le plus clairement sa conception de la "sécurité" en Europe. Cet élargissement, en effet, signifiait une extension de la zone dont elle voulait assurer la protection ou, en d'autres termes, dont elle s'assurerait le contrôle. Il fallait, certes, prendre en compte le souhait de certains Etats d'Europe centrale et orientale de s'intégrer dans l'organisation atlantique afin de se protéger à l'avance contre le risque, même très hypothétique, d'une future politique russe visant à y rétablir sa suprématie. Mais leur préoccupation rejoignait un objectif clairement défini à Washington : éviter la résurgence d'une puissance majeure à l'est de l'Europe et, par conséquent, l'éventuelle formation d'une nouvelle zone d'influence russe.

Cette entreprise s'est heurtée d'emblée à l'opposition de Boris Eltsine. Sur ce point, l'ancien président russe rejoignait les positions adoptées tant par l'appareil diplomatique que par les principaux partis politiques de Russie, dont l'hostilité envers l'élargissement de l'OTAN se manifesta aussitôt.

Toutefois, pour que l'élargissement de l'OTAN ne compromette pas l'ensemble des relations entre Moscou et Washington, et surtout pour que la position du président Eltsine ne soit pas ébranlée à Moscou, alors qu'il était considéré, à Washington, comme le meilleur partenaire possible, qualité dont son successeur semble avoir hérité, il fallait que des compensations, même symboliques, fussent accordées à la Russie. Tel a été l'objet des longues tractations qui ont abouti aux accords signés à Paris le 27 mai 1997. Ce sont ces accords qui devaient permettre à la Russie, soucieuse de conserver un rôle actif et une influence dans la zone des Balkans, d'intervenir dans les conflits surgis dans l'ex-Yougoslavie.

Les accords de Paris ont été assortis de commentaires particulièrement emphatiques, dans le but évident de leur donner la plus grande solennité. Mais le contenu réel en est singulièrement plus limité. Il est vrai que ces accords prévoient la participation russe à diverses instances de l'Alliance atlantique et l'instauration d'un Conseil conjoint permanent réunissant l'OTAN et la Russie, qui pourra prendre ainsi part, en principe, aux délibérations entre membres de l'Alliance. Mais il est clair que, pour des décisions majeures, et surtout en cas de crise, ceux-ci pourront délibérer, agir et prendre leurs décisions sans, naturellement, que la Russie puisse s'y opposer ou même sans tenir compte de ses intérêts.

5. Esquisse d'une méthodologie

5.1. Le "pourquoi?" et le "comment"?

En soi, le désir d'éviter les conflits armés, de prévenir les affrontements violents entre communautés, ethnies, nations, Etats, de circonscrire leur extension ou, le cas échéant, d'en limiter les effets dommageables, n'est pas une nouveauté. Depuis la nuit des temps, depuis le vieil adage latin "*si vis pacem, para bellum*", les sociétés humaines ont recherché les moyens de résoudre leurs désaccords par des moyens pacifiques avant de recourir, le plus souvent à leur corps défendant, aux "grands moyens", c'est-à-dire à la guerre. Déjà vers 500 av. J.-C., le chinois Sun Tsu, dans son *Art de la guerre*, montrait les avantages de la dissuasion - montrer sa force pour ne pas devoir l'utiliser - comme moyen ultime de préserver la paix ...tout en parvenant à ses fins. Dans la même ligne, d'autres penseurs, stratèges, politologues - Machiavel, Clausewitz, l'abbé de Saint-Pierre au XVIIIe siècle (dans son *Projet de paix perpétuelle*), se sont engagés dans cette recherche.

Les organisations internationales - SDN, ONU, Conseil de l'Europe, etc. - créées précisément au lendemains des grands conflits mondiaux dans l'esprit du "plus jamais ça!", sans parler des courants pacifistes plus ou moins sincères surgis au sein de la société civile et les nombreuses ONG qui s'activent un peu partout, se sont donné pour tâche de trouver "la formule magique", le "comment?" (comment éviter d'en arriver à se faire la guerre? et pour cela, inévitablement, de s'interroger sur le "pourquoi?" (pourquoi en est-on arrivé là?, pourquoi n'a-t-on pas pu l'éviter?))

Les événements souvent tragiques qui se sont produits au cours de ces dernières années dans la région des Balkans - dans l'espace ex-yougoslave et autour - ont ramené ce questionnement au premier rang des préoccupations de tous ceux, responsables politiques, stratèges, organisations ou individus concernés par le besoin de paix et de stabilité qui conditionne le "vivre ensemble". des communautés humaines.

L'approche méthodologique esquissée dans ce chapitre propose une rationalisation de cet effort de réflexion; il offre un certain nombre de "pistes", en espérant, en toute modestie, contribuer à nourrir cette recherche. Dans cette optique, la notion de "méthodologie" doit être entendue comme un ensemble de concepts permettant d'agir sur le terrain, en amont, à l'intérieur d'un périmètre donné, conformément à un plan préétabli, à un système de valeurs, d'usages ou de coutumes que chacun observe, respecte et assume en vue d'une certaine finalité.

5.2. "Nouvel ordre" ou "nouveau désordre" mondial?

S'il est vrai que l'implosion de l'URSS et la chute du mur de Berlin ont marqué la disparition de l'ancien ordre mondial basé sur l'antagonisme bipolaire, le rapport de forces entre les deux "grands" et l'équilibre de la terreur, la naissance du "nouvel ordre" appelé à le remplacer n'a pas manqué de poser certains problèmes, de faire apparaître certaines failles, qui font qu'on se demande si, en réalité, avant de retrouver l'équilibre et la stabilité nécessaires à un nouveau "vivre ensemble" en Europe, les Occidentaux ne se trouvent pas, en réalité, plutôt plongés dans un système balbutiant qu'on pourrait qualifier aussi bien de "nouveau désordre mondial" et dont l'impuissance à maîtriser les conflits des Balkans serait la dramatique illustration.

Le politologue américain G. John Ikenberry, de l'université de Pennsylvanie, (cité par Brzezinski dans son magistral "Grand Echiquier") souligne à cet égard les succès du "système complexe" qui a servi à "domestiquer" les relations entre les principaux Etats d'Europe de l'Ouest et d'Europe

Centrale (ireconciliation franco-allemande intégration européennes, OTAN, solutions négociées de questions épineuses comme les Sudètes, le Sud-Tyrol/Haut Adige, Trieste, etc.). Par contre, il est évident qu'à ce jour, les Européens et leurs alliés transatlantiques ne sont pas encore parvenus à "domestiquer" de façon convaincante les relations entre peuples et Etats des Balkans. D'où la nécessité d' "inventer" une méthodologie susceptible d'étendre cette *success story* vers le Sud-Est du continent. A condition, bien sûr, que les mêmes "recettes" y soient applicables...

5.3. A la recherche de la "formule magique".

Pour y parvenir, on pourrait envisager de procéder selon un processus qui se décompose, chronologiquement, en deux étapes distinctes (même si, dans leur application sur le terrain, certains chevauchements, certaines superpositions, sont inévitables)

- La première étape serait celle de l'**alerte**. Son but consiste à identifier le plus longtemps possible à l'avance les symptômes précurseurs de l'apparition de conflits susceptibles de dégénérer en affrontements violents, leurs causes profondes, apparentes ou occultes, leurs acteurs potentiels et leur localisation précise. Il s'agit, en somme, de la mise sur pied d'un dispositif ad-hoc, d'une "agence de veille démocratique" déjà évoquée dans cette étude (voir sous-chapitre 3.4. "Plus jamais ça!" - page. 22), dans la mise en œuvre duquel devraient s'impliquer aussi bien les organisations internationales, les gouvernements et les ONG.

Une telle agence, à l'écoute permanente d'un réseau de correspondants présents sur le terrain, devrait adresser périodiquement et de façon prioritaire, des rapports aux organisations internationales concernées (ONU, OTAN, OSCE, Union Européenne, Conseil de l'Europe) et aux Etats membres eux-mêmes. Elle se verrait également confier la tâche d'élaborer et de proposer des solutions aux problèmes identifiés.

Cette agence, dotée d'un secrétariat léger, devrait bénéficier d'une indépendance suffisante à l'égard des Etats afin d'analyser et de coordonner toutes les données rassemblées par des organisations, groupements ou personnes particulièrement qualifiées, couvrant les secteurs droits de l'homme, démocratie, droits et protection des minorités, droits culturels, droit humanitaire, en les complétant par ses propres informations et analyses. La mieux placée des organisations internationales destinataires des rapports faits par l'agence se chargerait de transmettre aux gouvernements incriminés des mises en demeure d'avoir à se mettre en conformité avec les règles collectives reconnues et stipulées par les textes internationaux.

- Quant à la deuxième étape, elle pourrait être celle du **diagnostic**. En effet, prévenir les conflits c'est essentiellement diagnostiquer leur nature exacte, leurs causes - réelles, explicites ou implicites -, leur degré de dangerosité - notamment pour ce qui est de l'appréciation correcte des risques d'un éventuel débordement territorial - en un mot, procéder à une analyse approfondie des données obtenues dans la première étape, afin de décider de l'opportunité d'une intervention et, le cas échéant, du lieu, du moment et des conditions les plus adéquats. Il faut donc ne pas perdre de vue que la prise de conscience constitue une phase essentielle de toute politique de prévention.

Pour prendre un exemple récent, si l'éclatement de la guerre de Bosnie-Herzégovine - conséquence directe de la décomposition de la "deuxième Yougoslavie" - a pu, à la rigueur, prendre tout le monde de court (bien que...), par contre, le conflit du Kosovo était, lui, totalement prévisible et programmé longtemps à l'avance. Comment expliquer alors que ceux qui "savaient", ou qui auraient dû savoir, n'aient pas fait le nécessaire à temps pour le prévenir? Les explications sont multiples et diverses. Cette inertie, cette "politique de l'autruche" semble due surtout à l'ignorance

de ce qui se passait réellement ou qui pouvait se passer dans cette partie des Balkans, et ce malgré l'expérience encore toute proche des guerres de Croatie et de Bosnie. On peut même supposer que les responsables politiques, les stratèges, les gouvernements, pris par d'autres priorités, ainsi que les organisations internationales, auraient préféré "ne pas savoir", laisser faire, ou qu'ils se berçaient de l'illusion que "cela n'arriverait pas".

Mais il y a plus grave. Quand enfin, sous la pression des opinions publiques, alertées par les médias, ou peut-être parce qu'on avait enfin compris que les événements du Kosovo pouvaient "faire tâche d'huile" et mettre en péril le fragile équilibre établi aux confins de l'Europe du sud-est, ceux qui décidèrent que, faute d'avoir pu prévenir, il fallait intervenir militairement étaient convaincus que l'objectif poursuivi, la fin du "nettoyage ethnique" (cessation des expulsions, massacres et pillages, qui ne pouvaient plus être tus ou ignorés) serait atteint en quelques jours. Leurs calculs supposaient que Milosevic céderait devant la menace dès qu'il verrait que celle-ci était mise à exécution. Première erreur. En face, bien qu'ayant été dûment averti par tous les moyens usuels de pression diplomatique, négociations, ultimatums, etc. le dictateur yougoslave préféré assumer les risques de l'opération parce qu'il crut, jusqu'à la dernière minute, que celle-ci n'aurait finalement pas lieu. Donc, d'un côté comme de l'autre, appréciation erronée, mauvaise évaluation des données du problème, qui mieux connu, correctement analysé, aurait pu être mieux maîtrisé et le conflit ainsi évité.

Un exemple moins récent mais également riche d'enseignements est le manque de sensibilité des dirigeants et des analystes occidentaux lors de la publication du fameux *Mémoire de l'Académie serbe des sciences et des arts* qui, dès 1985, annonçait déjà ce qui se tramait dans les milieux nationalistes serbes.

A moins d'être fataliste, on peut donc dire que la durée et l'intensité inattendues de la guerre du Kosovo sont dues essentiellement à des erreurs répétées de diagnostic.

- Enfin, la troisième étape du processus de prévention serait celle de la **thérapie**, de la mise en œuvre effective des mesures susceptibles d'éviter le déclenchement du conflit annoncé. Une fois le diagnostic établi et en cas de refus de coopérer du gouvernement visé par une première mise en demeure, seraient déclenchées les mesures de contrainte classiques, telles l'embargo économique, l'exclusion ou la suspension de certaines organisations internationales, l'impossibilité pour les membres du gouvernement ou de l'administration d'obtenir des visas pour leurs déplacements dans différents pays, etc. Ces mesures devraient être appliquées rapidement, de manière coordonnée, avec plus de force et de cohérence que cela n'a été le cas jusqu'à présent, même s'il est vrai que de telles sanctions avaient déjà été prises contre la R.F.Y. avec des succès divers à ce jour.

Il faut également souligner que, pour que le processus d'alerte, de "veille démocratique", puisse s'exercer valablement, pour qu'un diagnostic correct puisse être établi, pour que la thérapie adoptée soit efficace, certains secteurs doivent faire l'objet d'une attention particulière tout au long de l'action de prévention entreprise: les divers trafics (drogue, prostitution, contrebande, etc.) qui soutiennent et alimentent certaines activités militaires incontrôlées, les mesures de guerre psychologique qui, par leur nature, occulte par définition, risquent de fausser le diagnostic et qui incluent certains processus médiatiques comme l'intoxication et la désinformation.

Par contre, il convient d'estimer à sa juste valeur le rôle des médias, même - et peut-être surtout - lorsque ceux-ci agissent de façon critique, indépendant et sans souci du "politiquement correct",

dans la mesure où ce faisant ils participent activement à la prise de conscience et au déclenchement du processus d'alerte.

Il reste que la clé de la réussite de cette approche méthodologique, la condition essentielle de son succès ou de son échec est de ne pas commettre d'erreur dans l'appréciation des paramètres qui déterminent la naissance ou l'évolution du conflit qu'on veut prévenir ou circonscrire. Pour cela, la rigueur dans l'analyse des faits et des situations et l'application de la "thérapie" adéquate - à chaque pathologie sa thérapie - s'imposent à tout moment: avant, pendant et... après.

6. Conclusion

6.1. "Cui prodest?" - Prévenir ou guérir?

Churchill, cité par Ibrahim Rugova⁶, ne disait-il pas que "les Balkans produisent plus d'histoire qu'ils n'en consomment"? Les guerres "civiles" qui se sont déroulées dans l'espace yougoslave au cours de la dernière décennie ne contredisent pas cette boutade. Plus précisément, les quatre années de "non-guerre" en Bosnie-Herzégovine et le quasi-protectorat international instauré au Kosovo ont, malgré des points de départ différents, au moins deux choses en commun: elles se terminent par des compromis tardifs et boiteux et, surtout, elles illustrent l'échec de la politique de prévention des conflits. Cet échec, toutefois, n'est pas complet, dans la mesure où, s'il est vrai qu'on n'est pas parvenu à un véritable apaisement, celui qui suppose un retour à une coexistence interethnique normalisée, on assiste quand-même à une nette stabilisation. La consolidation de cette situation de "ni paix, ni guerre" justifie à lui seul le maintien de forces de paix - SFOR et KFOR - et d'administrations civiles sous mandat international.

Les guerres de Bosnie et du Kosovo se seraient donc terminées sans vainqueurs ni vaincus? Oui et non... Cette réponse apparemment contradictoire reflète pourtant assez exactement la vérité sur le terrain.

Côté occidental, des progrès certains ont été enregistrés en Bosnie (où les récentes élections municipales ont vu le succès des partis modérés et où les différentes communautés ethniques, même vivant "séparées de fait", ont cessé de s'entre-tuer) Au Kosovo, les réfugiés sont retournés chez eux, cependant que, l'inversion du rapport de forces aidant, les violences collectives programmées par les Serbes contre les Albanais ont été remplacées par des actes de violence individuels - vengeances, revanches, représailles - perpétrés par des Albanais contre les Serbes restés sur place. Même s'il est vrai que ces manifestations de haine raciale sont en eux-mêmes condamnables, tout étant relatif, ils sont moins meurtriers que le "nettoyage ethnique" qui les a précédé. A cet égard, Mario Bettati, titulaire de la chaire de Droit international à l'Université de Paris II, se félicite de l'exercice du droit d'ingérence au Kosovo, en faisant remarquer à juste titre que les conflits internationaux ont le plus souvent leur source dans les violations internes de droits de l'homme; on commence, dit-il⁷, par s'attaquer aux siens, après quoi on "internationalise".

Côté serbe, Milosevic, bien qu'isolé au plan international et poursuivi par le TPIY, est toujours aux commandes. La fiction d'un Kosovo-province serbe est momentanément maintenue et il n'y a pas de forces étrangères stationnées en Serbie et au Monténégro, comme cela avait été préconisé par les alliés occidentaux à un certain moment des négociations de Rambouillet. Les frontières internationales restent ce qu'elles étaient avant le conflit.

Sans parler des bénéfices que les différentes mafias locales continuent à tirer de la situation actuelle...

⁶ "Le Monde" - 10.04.99

⁷ Emission "Histoire parallèle" -ARTE 26.02.2000

L'impuissance avérée à prévenir les conflits dans cette région soulève également une autre question: en admettant qu'il y ait des guerres "justes" et compte tenu de ce que, depuis toujours, la paix n'est, en somme, que l'absence de guerre, est-on bien certain, dans les chancelleries et dans les états-majors, que tout conflit annoncé doit être prévenu? Les politiques et les stratèges n'estiment-ils pas que, dans certaines circonstances, il vaut mieux courir le risque de voir les tensions dégénérer, quitte, une fois la paix revenue, de reconstruire, de réparer les dégâts et d'assurer aux victimes de meilleures chances de se développer et de prospérer dans un contexte de démocratie restaurée? Cela revient à se demander, au vu de ce qui s'est passé dans les Balkans, si l'adage populaire du "il vaut mieux prévenir que guérir" est une vérité universelle absolue ou bien si la *Realpolitik* peut avoir d'autres exigences... Jacques Rupnik fait remarquer à ce propos qu' "aujourd'hui, la communauté internationale ne semble pas avoir d'idée claire quant à l'objectif poursuivi et quant aux moyens qu'elle est prête à y consacrer.

6.2. Entre angélisme et réalisme - "Prévention des conflits" ou "gestion des crises"?

Dans cette perspective, tous ceux - personnalités indépendantes, ONG, organisations humanitaires - qui, sur des bases éthiques, préconisent la prévention des conflits, même au prix de l'instauration d'un droit d'ingérence au niveau planétaire au détriment du respect absolu des souverainetés nationales, seraient des utopistes faisant preuve d'angélisme et de candeur devant "les cruelles réalités de la vie", surtout de la vie internationale. Devant eux se dressent les tenants de la *Realpolitik*, partisans du maintien à tout prix des équilibres internationaux basés sur le rapport de forces et donc de l'inviolabilité des frontières. Ceux-là hésitent à s'engager ou ne le font que s'ils estiment que les risques d'une intervention sont assez limités pour être assumés devant leurs opinions publiques au nom du respect des valeurs, sans qu'il en résulte un mal plus grand que le remède par lequel on prétend le guérir. Certes, la Serbie n'est pas la Russie et le Kosovo n'est pas la Tchétchénie. "Suivant que vous serez puissant ou misérable /Les jugements de cour vous rendront noir ou blanc" disait déjà La Fontaine il y a plus de trois cents ans... Peut-on trancher dans ce débat? Comme toute démarche géopolitique, la détermination des frontières, généralement à l'issue d'une crise ou d'un conflit armé d'une certaine envergure, peut être réussie - si elle assure la stabilité pour un temps assez long - ou ratée, faute d'une évaluation correcte des conséquences d'un éventuel changement. Ce genre de décision, qu'elle mette fin à un conflit ou qu'elle ait pour objet d'en éviter d'autres, peut être une réussite ou un échec. Elle sera jugée par l'histoire, sur les effets positifs ou négatifs qu'elle aura entraînés. Pour diverses raisons - "réalisme", intérêts à court terme des parties en présence, recherche d'un équilibre même précaire, ignorance, manque d'information, erreur d'appréciation - dans les Balkans, toutes les solutions ont été jusqu'à présent mauvaises.

La principale explication de ces échecs à répétition dans les Balkans est que le nationalisme y sévit. "Le nationalisme, voilà la vraie cause du malheur de l'ex-Fédération yougoslave, comme de l'Europe de la première moitié du siècle", écrivait Franz-Olivier Gisbert⁸. "Jouer un nationalisme contre un autre, c'est une façon de préparer le prochain conflit. Dans les Balkans, nous avons le nationalisme et la guerre..."

Dans ces conditions, que convient-il de faire dorénavant? Telle est peut-être l'une des "bonnes questions" que l'on peut se poser. La réponse paraît évidente: extirper le nationalisme car si on n'y parvient pas, "les Balkans deviendront le charnier de nos bonnes intentions", ajoute-t-il.

⁸ Figaro-Magazine, 30.04. 99

Peut-être est-il trop ambitieux de vouloir à tout prix "prévenir" un conflit avant qu'il n'éclate. Peut-être est-il plus "rentable", plus raisonnable de rechercher, en cas d'échec, les solutions susceptibles d'en limiter les conséquences en éliminant ou en atténuant les tensions qui en sont la cause. Il ne s'agirait plus alors de "prévention des conflits" mais plutôt de "gestion des crises", dont on serait dès lors, selon Jean-Louis Dufour, réduit à suivre le schéma classique "précise, escalade, rupture". On remarquera par ailleurs que les deux concepts sont voisins ou tout au moins interconnectés, puisque l'Union Européenne a décidé, il y a quelques jours, lors du "sommet" de Feira, de fournir 5000 policiers (réclamés par Bernard Kouchner, pour couvrir " toute la gamme des opérations de prévention des conflits et de gestion des crises". Si, malgré tous les efforts consentis par la communauté internationale les tensions non résolues par des moyens pacifiques - médiation, négociations, pressions diplomatiques - venaient à déboucher sur des affrontements armés, la gestion de la crise consisterait à en circonscrire les effets, à en contenir l'extension et à en abrégé la durée.

6.3. La montée des périls.

"Ni paix, ni guerre" avons-nous dit en essayant d'analyser la situation dans les Balkans. Les antagonismes actuellement "gelés" en Bosnie et au Kosovo risquent-ils d'apparaître ailleurs, dans cette péninsule habitée par "des peuples dont la géographie suffit à elle seule à expliquer le malheur"?

Les "zones sensibles", celles où persistent les incertitudes et les problèmes laissés en suspens, ne manquent pas dans la région. Etats mono ou pluri-nationaux comme l'Albanie ou la Macédoine, "provinces serbes" comme la Voïvodine (que le voisinage de la Hongrie, membre d l'Alliance Atlantique, place en première ligne) ou encore, des "républiques yougoslaves" comme le Monténégro ou la Serbie elle-même peuvent, si on n'y prend garde, si on ne "prévient" pas à temps, s'embraser à tout moment.

Sur le long terme, la solution idéale consiste évidemment à "européaniser les Balkans", c'est-à-dire à accueillir les pays, les régions et les peuples qui y vivent au sein d'un espace géopolitique dont toute velléité de conflit armé est exclue. Mais en attendant, force est d'admettre que des accords comme ceux de Dayton ou de Kumanovo, aussi précaires ou incomplets soient-ils, des résolutions du Conseil de Sécurité, comme la 1244, aussi ambiguë et sujette à interprétation qu'elle puisse être, ne sont pas des solutions aussi mauvaises que certains ont voulu le faire croire. Mais il n'est pas moins vrai qu'il faut continuer à rechercher, dans le cadre, précisément, d'une politique de prévention qu'on souhaite bien comprise et bien maîtrisée, des solutions durables qui assurent la paix, la stabilité et une certaine prospérité aux habitants d'une région européenne qui, comme telle, nous concerne tous.

Chronologie

1) Les origines

518-527 : Premières incursions de tribus slaves dans la péninsule balkanique (*limes* de l'Empire byzantin).

602 : Pénétration massive des Slaves dans les Balkans, dont ils deviennent le principal élément ethnique en chassant ou en assimilant les populations locales à l'exception des Grecs et des Albanais qui résistent.

925 : Création du premier royaume croate (par Tomislav)

925 : Samuel se proclame empereur en Macédoine ; son Etat inclut les territoires des actuelles Macédoine, Bulgarie, Albanie et Serbie.

1054 : Schisme entre les Eglises d'Occident (Rome) et d'Orient (Byzance). Les Slaves des Balkans restent fidèles à l'Eglise d'Orient, à l'exception des Croates qui maintiennent leur allégeance à Rome.

1102 : Absorption du royaume croate par la Hongrie (sous le roi Koloman)

1167 : L'empereur de Byzance Manuel 1er Comnène annexe la Serbie, la Bosnie, la Croatie, la Dalmatie et l'est des Balkans.

1219 : Reconnaissance de l'autocéphalie de l'Eglise orthodoxe serbe par le patriarche œcuménique de Byzance. Le Patriarcat serbe, créé en 1346, disparaît au début du XVI siècle pour être restauré à Pec (Kosovo) en 1554. Il est définitivement supprimé en 1776.

1331 - 1355 : Règne d'Etienne Dusan, couronné *tsar* (*Empereur des Serbes et des Grecs*) en 1345. Ce souverain serbe, dont l'Empire couvre une partie importante des Balkans (de Belgrade au Golfe de Corinthe) aspire en réalité à la couronne impériale de Byzance.

1346 : Apparition des Ottomans dans les Balkans, appelés à l'aide par le Basileus en lutte contre les Serbes. Ils font la conquête de la Thrace.

1371 : Défaite des Serbes par les Turcs à la bataille de Marica.

1371 : La Serbie et la Bosnie sont réunies en un seul royaume (par le roi bosniaque Tvrtko).

1389 : 28 juin - Bataille de Kosovo Polje (Plaine des Merles). Défaite de la coalition des peuples chrétiens, conduite par le prince serbe Lazar Hrebeljanovic, par les Turcs.

1443-1468 : Le prince albanais Georges Kastrioti (nom turc Scanderbeg) oppose une farouche résistance aux Turcs.

1453 : Chute de Constantinople conquise par les Turcs qui en font la capitale de l'Empire ottoman.

1458 : Disparition du dernier Etat serbe (chute de Sedervo)

1463 : Invasion de la Bosnie par les Turcs.

1521 : Les Turcs conquièrent Belgrade (qui était depuis 1427 aux mains des Hongrois).

2) Les Balkans dans le jeu des "Grandes Puissances " - Premières manifestations du sentiment national.

1529 : Echec des Turcs sous les murs de Vienne.

Fin du XVIe siècle : Insurrections serbes en Hertzegovine et au Monténégro. Premières émigrations serbes vers la frontière militaire autrichienne (Croatie)

1690 : Grande migration des Serbes du Kosovo, qui fuient le joug ottoman vers la Krajina.

1699 : Paix de Karlowatz entre l'Autriche et les Ottomans qui se retirent au-delà du Danube et de la Save.

1738 : Trêve de Belgrade. L'Autriche évacue les territoires pris aux Turcs au sud du Danube y compris Belgrade. Nouvelle migration de populations serbes. Les Albanais s'installent en Raska (Sandzak de Novi Pazar) et en Metohija (ouest du Kosovo).

Milieu du XVIIIe siècle : Entrée en jeu de la Russie. Voyages répétés des princes - évêques du Monténégro à Saint Pétersbourg pour demander l'aide russe, début d'une tradition d'alliance entre les deux Etats slaves.

1804 : Insurrections serbes en Sumadija (Serbie centrale)

1804 - 1814 : La France, à son tour, s'intéresse aux Balkans. Napoléon Ier modifie la carte politique de la région adriatique en créant les "Provinces illyriennes " : Dalmatie, Istrie, Croatie, Krajina, Slovénie, incorporées à l'Empire Français.

1815 : Deuxième insurrection serbe.

1830 : L'Empire ottoman reconnaît à la Serbie le statut de province autonome.

Années 1730 : Sous l'impulsion d'intellectuels croates, essor du mouvement illyrien. Perspective d'union entre les peuples slaves du Sud.

1844 : "Esquisse " (Nacertanije), rédigée par le politicien serbe Ilija Garasain qui trace un programme politique à long terme visant à construire autour de la Serbie un Etat slave incluant la Bosnie, la Bulgarie et le Monténégro.

1848 : Révolution en Hongrie contre le pouvoir central des Habsbourg. Les Serbes et les Croates se rangent du côté de l'Autriche.

1852, 1858, 1861, 1875 : Insurrections serbes en Bosnie et en Hertzegovine.

1867 : Compromis austro-hongrois sur la formation d'une monarchie dualiste.
Les dernières garnisons turques quittent les villes de la principauté de Serbie.

1876 : *Crise d'Orient*. La Serbie et le Monténégro déclarent la guerre à l'Empire ottoman. La Russie intervient aux côtés de ses alliés slaves.

3) Du Congrès de Berlin aux Traités de St-Germain-en-Laye, Neuilly et Lausanne - Les nouvelles frontières balkaniques.

1878 : Le Congrès de Berlin reconnaît l'indépendance de la Serbie qui expulse la population albanaise de la région de Nis. L'Autriche-Hongrie occupe la Bosnie - Hertzegovine.

Ligue de Prizren, première manifestation nationale albanaise. Les Albanais s'opposent à la cession de territoires à la Serbie et au Monténégro. En 1881, la Ligue de Prizren est écrasée par les Ottomans.

1881 : La Serbie devient royaume. Accords secrets entre la Serbie et l'Autriche - Hongrie.

1903 : Assassinat du roi de Serbie Alexandre Obrenovic, auquel succède Pierre Ier Karadjordjevic.

1908 : *Révolution des "Jeunes Turcs"*. L'Autriche - Hongrie annexe la Bosnie - Hertzegovine. Indépendance de la Bulgarie.

1910 : Le Monténégro est érigé en royaume.

1912 - 1913 : Première et deuxième guerre balkanique : le Kosovo est intégré à la Serbie.
28 novembre - proclamation de l'indépendance de l'Albanie, à Vlore.

La Conférence de Londres reconnaît l'indépendance du royaume d'Albanie dont la couronne est confiée au prince allemand Guillaume de Wied.

1914 - 1918 : Première Guerre mondiale.

1915 - 1918 : Occupation bulgare du Kosovo.

1918 - 1924 : Guérilla séparatiste albanaise au Kosovo.

1918 - 1er décembre : proclamation du "royaume des Serbes, Croates et Slovènes", incluant le Kosovo. Soulèvement et guerre civile au Monténégro.

4) Entre la Première et la Deuxième Guerre mondiale - La "Guerre froide".

1919 : Création du Parti communiste yougoslave (mis hors la loi en 1921)

10 septembre - Traité de Saint-Germain-en-Laye imposé par les vainqueurs à l'Autriche.

27 novembre - Traité de Neuilly imposé à la Bulgarie.

1921 : Premières élections albanaises, remportées par Ahmed Zogu.

1928 : Ahmed Zogu se fait couronner roi d'Albanie sous le nom de Zog Ier.

1929 :

6 janvier - Le roi Alexandre Ier supprime la constitution yougoslave et proclame la "dictature royale".

9 octobre - Assassinat à Marseille du roi Alexandre Ier de Yougoslavie.

1940 - 1945 : Deuxième Guerre mondiale

1941 :

25 mars - La Yougoslavie rejoint le Pacte tripartite.

6 avril - Bombardement de Belgrade insurgée par l'aviation allemande.

10 avril - Démembrement du pays par l'Allemagne et ses alliés : le Kosovo est rattaché à l'Albanie, sauf le nord (à la Serbie, sous contrôle allemand) et l'est (à la Bulgarie). Proclamation de Etat indépendant croate par les Oustachis.

mai-juin - insurrection royaliste des Tchetchniks en Serbie. Premiers soulèvements communistes. Formation d'une république bolchevique dans les territoires serbes libérés.

1943 - 29 novembre - Proclamation de la nouvelle Yougoslavie lors de Ile congrès du "Conseil antifasciste de libération nationale " à Jajce (Bosnie).

1944 :

8 mai - Libération de Zagreb par les partisans et destruction de l'Etat croate.

11 novembre - Triomphe de la liste unique du Front national (communistes) aux élections constituantes.

Formation de la deuxième Yougoslavie comprenant une province autonome du Kosovo dans le cadre de la République de Serbie.

1946 - 31 janvier - La Constitution définit la Yougoslavie comme fédération de six républiques : Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie, Monténégro et Macédoine.

1947 : Traité de Paris, en vertu duquel la Yougoslavie se voit attribuer la plus grande partie de la Vénétie julienne. La question de Trieste reste en suspens.

1948 : 28 juin - Rupture de Tito avec Staline (donc aussi avec l'Albanie)

1949 - 1953 : Elaboration du système yougoslave d'autogestion. Arrêt de la collectivisation. Transformation du Parti communiste yougoslave en "Ligue des communistes".

1958 : février - Pétition de Serbes du Kosovo contre le nationalisme albanais.

1960 : Ière conférence des pays non-alignés à Belgrade.

1961 : Rupture soviéto - albanaise.

1968 : novembre - Manifestations au Kosovo en faveur d'une république.

1971 : Amendements à la Constitution yougoslave : les provinces autonomes deviennent éléments constitutifs de la fédération, à l'instar des républiques.

1974 : Nouvelle Constitution yougoslave, qui accorde des pouvoirs étendus aux républiques et aux provinces (Kosovo et Voïvodine).

1979 : - rupture sino-albanaise

5) La crise yougoslave - Les guerres de Bosnie - Hertzégovine et du Kosovo.

1980 :

4 mai - Mort de Tito.

1981 :

mars - avril - émeutes et répressions sanglantes au Kosovo où des dizaines de milliers de manifestants albanais réclament le statut de république.

1985 :

avril - Mort d'Enver Hodxa.

1986 :

février - Pétition de Serbes du Kosovo contre le nationalisme albanais.

8 mai - Milosevic devient président du présidium de la Ligue des communistes de Serbie.

26 septembre - Publication dans le journal serbe *Vecernje Novosti* du "**Mémorandum**" de l'Académie serbe des sciences et des arts, qui revendique un rôle dominant pour les Serbes de Yougoslavie.

1987 :

24 avril - Meeting de Slobodan Milosevic à Kosovo Polje au cours duquel celui-ci exprime son soutien aux Serbes du Kosovo.

9 septembre - Milosevic prend le pouvoir lors de la VIII^e session du Comité central de la Ligue des communistes de Serbie, après avoir éliminé ses adversaires libéraux au sein de la direction du parti.

1988 :

février - Première réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats balkaniques (Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie) à Berlin. Emergence d'une conscience régionale dans les Balkans

été - Manifestations en Serbie sur le thème "Le Kosovo nous appartient".

octobre - Les dirigeants communistes albanais du Kosovo sont démis de leurs fonctions. Manifestations contre le nationalisme serbe en soutien aux dirigeants communistes limogés.

1989 :

février - Grève de la faim des mineurs albanais de Trepca contre le retrait imminent de l'autonomie du Kosovo.

28 mars - Vote de l'amendement de la Constitution yougoslave qui supprime l'autonomie des provinces (Kosovo et Voïvodine). Répression des grèves et manifestation des Albanais du Kosovo.

mai - Milosevic devient président de la République de Serbie.

28 juin - Campagne de meetings de Milosevic qui culmine avec celui tenu sur le lieu de la bataille de Kosovo Polje

novembre - Chute du mur de Berlin, symbole de la guerre froide..

23 décembre - Création de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), sous la présidence d'Ibrahim Rugova.

1990 :

20 - 23 janvier - XIVe (et dernier) congrès de la Ligue des communistes yougoslaves qui s'achève par l'effondrement des structures fédérales et par l'ajournement sine die du congrès de la LCY après le départ des délégués slovènes et croates.

janvier-février - Etat d'urgence et intervention de l'armée yougoslave au Kosovo.

Eclatement de la LCY. Autorisation du pluripartisme en Yougoslavie.

5 juillet - La Serbie suspend le gouvernement et l'Assemblée du Kosovo.

7 septembre - Proclamation de la Constitution du Kosovo. Le Parlement du Kosovo, réuni clandestinement, proclame la République du Kosovo dans le cadre de la Fédération yougoslave.

28 septembre - Adoption en Serbie d'une nouvelle constitution, qui met fin officiellement au statut d'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine.

11-18 novembre - Défaite des communistes lors des élections législatives en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine.

9-23 décembre - Victoire des communistes lors des élections législatives en Serbie et au Monténégro

12 décembre - Milosevic est élu Président de la Serbie au suffrage universel direct

23 décembre - Référendum en Slovénie, dont 88 % des votants se prononcent en faveur de l'indépendance.

26 décembre - Le parlement slovène proclame l'indépendance de la Slovénie.

1991 :

20 février - Les parlements slovène et croate demandent la dissolution de la Fédération yougoslave et la constitution d'une confédération à partir du 30 juin 1991.

26 mars - la minorité serbe de la Krajina (Croatie) déclare son indépendance.

19 mai - Référendum en Croatie sur l'indépendance (participation: 83%; oui: 94%)

25 juin - **La Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance.**

27 juin - **Début de la guerre en Yougoslavie** (offensive de l'armée fédérale contre la Slovénie).

3 juillet - Début de la guerre serbo-croate en Croatie.

5 juillet - La Communauté européenne décide d'un embargo sur les armes à destination de la Yougoslavie.

7 juillet - Accords de Brioni entre la RFY, la Slovénie et la Croatie: cessez-le-feu, envoi d'observateurs, moratoire de trois mois sur l'indépendance.

18 juillet - Fin des hostilités en Slovénie.

août-décembre - Guerre en Croatie

7 septembre - Ouverture à La Haye de la Conférence de la paix en Yougoslavie.

8 septembre - Référendum sur l'indépendance en Macédoine, boycotté par les communautés albanaise et serbe (participation: 74% - oui: 95 %)

12-20 septembre - Les Serbes bosniaques créent des régions autonomes serbes en Bosnie-Herzégovine.

17 septembre - Déclaration d'indépendance de la Macédoine, après le référendum du 8 septembre (participation 75% - boycott des communautés albanaise et serbe - 95% en faveur du oui)

25 septembre - L'ONU décide un embargo militaire

26-30 septembre - Les Kosovars albanais votent par référendum clandestin (illégal selon Belgrade) en faveur de l'indépendance du Kosovo (oui: 93%)

8 octobre - Le Conseil de l'Europe suspend ses accords de coopération avec la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie (2ème Yougoslavie).

15 octobre - La Bosnie-Herzégovine se déclare Etat souverain.

19 octobre - Le Kosovo se déclare indépendant

22 octobre - L'Albanie reconnaît l'indépendance du Kosovo.

5 novembre - Echec de la Conférence de la paix à La Haye.

8 novembre - La Communauté européenne adopte des sanctions économiques à l'égard de la Yougoslavie.

18 novembre - Chute de Vukovar après trois mois de siège

21 novembre - La Macédoine se déclare indépendante.

19 décembre - Proclamation d'une République serbe de Krajina.

21 décembre - Proclamation d'une "République souveraine de la Bosnie-Herzégovine serbe".

23 décembre - L'Allemagne reconnaît la Slovénie et la Croatie.

1992 :

2 janvier - La Serbie et la Croatie acceptent le plan de paix élaboré par l'ONU.

12 janvier - Les Albanais de Macédoine adoptent par référendum le principe de leur autonomie.

15 janvier - La Communauté européenne reconnaît la Slovénie et la Croatie.

21 février - Résolution 743 du Conseil de Sécurité qui décide l'envoi de 14.000 Casques bleus en Croatie.

29 février - Référendum sur l'indépendance en Bosnie-Herzégovine, boycotté par les Serbes (participation: 63% - oui: 99%)

3 mars - Proclamation de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.

4 avril - La guerre éclate en Bosnie-Herzégovine. Les premiers affrontements y avaient débuté dès le 1er mars.

6 avril - Les Etats-Unis et la Communauté européenne reconnaissent l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Proclamation de la "République serbe de Bosnie". Début du siège de Sarajevo.

9 avril - En Albanie, victoire du Parti démocratique de Sali Berisha, qui remplace les communistes à la tête de l'Etat.

27 avril - Proclamation de la République fédérale de Yougoslavie ("troisième Yougoslavie" - Serbie et Monténégro)

22 mai - Admission de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine à l'ONU.

24 mai - Election par les Albanais du Kosovo d'un parlement. Ibrahim Rugova est élu président.

30 mai - Résolution 757 du Conseil de Sécurité: embargo commercial, pétrolier et aérien contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro)

31 mai - Elections législatives dans la nouvelle Yougoslavie. Victoire des socialistes (ex-communistes).

8 juin - Résolution 758 du Conseil de Sécurité: élargissement du mandat de la FORPRONU à la Bosnie-Herzégovine et déploiement de 1.000 Casques bleu aux abords de l'aéroport de Sarajevo.

3 juillet - Proclamation de l'organisation autonome croate d' "Hertzeg-Bosna"

26-27 août - Conférence de paix à Londres.

14 septembre - Résolution 776: le Conseil de Sécurité autorise l'envoi de 6.000 soldats supplémentaires en Bosnie-Herzégovine.

17 octobre - Début des hostilités entre Croates et Musulmans bosniaques.

17 novembre - Résolution 787: le Conseil de Sécurité renforce l'embargo contre la RFY par un blocus naval

18-20 décembre - Succès des socialistes (ex-communistes) aux élections législatives en Serbie et au Monténégro.

1993 :

2 janvier - Présentation à Genève du "plan de paix Vance-Oven" qui sera signé (le 25 mars) par le Président musulman Alija Izetbegovic et par le dirigeant croate de Herzégovine Mate Boban mais rejeté (le 16 mai) par référendum par les Serbes bosniaques.

22 janvier - Contre-offensive contre les milices serbes de la Krajina croate.

8 avril - La Macédoine est reconnue par l'ONU qui l'accepte en son sein sous le nom provisoire de "ex-République yougoslave de Macédoine" (FYROM), la Grèce ayant opposé son veto à l'utilisation du nom de "Macédoine".

11 mai - Désaccord ouvert entre les Etats-Unis et leurs alliés européens sur l'usage de la force contre les Serbes et la question de l'embargo sur les armes.

25 mai - Résolution 827 du Conseil de Sécurité qui crée le TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL POUR LA YOUGOSLAVIE (TPIY), destiné à juger les génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie depuis le 1er janvier 1991.

1er juin - Destitution par Milosevic et l'extrême-droite serbe du Président yougoslave Dobrica Cosic.

27 juillet - Réouverture des pourparlers de paix à Genève.

9 août - Les pays membres de l'OTAN approuvent le principe des frappes aériennes en Bosnie-Herzégovine.

21 août - Présentation du plan Owen-Stoltenberg qui sera rejeté (le 29 septembre) par les Musulmans bosniaques.

28 août - Proclamation de la "République croate de Hertzeg-Bosna"

16 septembre - Accord serbo-croate sur la partition de la Bosnie-Herzégovine, faisant suite à la réunion à Genève (le 16 juin) des Présidents croate Franjo Tudjman et serbe Slobodan Milosevic.

1er novembre - *Entrée en vigueur du Traité de Maastricht, après sa ratification par les douze Etats signataires. La "Communauté européenne" devient l' "Union européenne" (UE)*

1994 :

16 février - La Grèce soumet la Macédoine à un blocus économique.

23 février - Accords de Washington sur un cessez-le-feu qui met fin au conflit croato-musulmane de Bosnie.

1er mars - Création de la fédération croato-musulmane de Bosnie.

1er-22 avril - Offensive des forces serbes contre la population civile de la "zone de sécurité" de Gorazde.

25 avril - Création du "Groupe de contact" (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne et Russie)

26 mai - Premier plan de paix du Groupe de contact.

6 juillet - Deuxième plan de paix du Groupe de contact, rejeté (à 90% des voix) par les Serbes de Bosnie.

23 juillet - L'administration de Mostar est prise en charge par l'Union européenne.

1995 :

1-er février - Entrée en vigueur d'un cessez-le-feu de quatre mois.

1er mai - La Croatie s'empare de la Slavonie orientale.

26 mai - Les Serbes prennent en otage 400 Casques bleus, à la suite d'une frappe aérienne de l'OTAN sur Pale.

3 juin - Mise en place de la "Force de réaction rapide" (FRR) par les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN réunis à Paris.

9 juin - Carl Bildt succède à David Owen en tant que médiateur de l'UE.

11 juillet - La "zone de sécurité" de Srebrenica tombe aux mains des Serbes.

25 juillet - La "zone de sécurité" de Zepa tombe à son tour aux mains des Serbes.

4-8 août - "Opération tempête": la Croatie rétablit son autorité sur la région de la Krajina

13-18 septembre - L'OTAN et la FFR lancent des raids aériens contre les installations militaires serbes autour de Sarajevo

26 septembre - L'accord de New York permet l'acceptation du plan de paix du Groupe de contact.

29 septembre - Le Conseil de l'Alliance atlantique décide l'envoi en Bosnie d'une force multinationale de 50.000 hommes.

21 novembre - L' "accord global de paix " pour l'ex-Yougoslavie, qui met fin à la guerre de Bosnie-Herzégovine, est paraphé à Dayton (Etats-Unis) par les Présidents Izetbegovic, Tudjman et Milosevic après trois semaines de négociations. Il n'y est pas question du Kosovo.

14 décembre -Signature, à Paris, de l'Accord de paix pour l'ex-Yougoslavie.

Les forces de l'OTAN (missions IFOR, puis SFOR) sont déployées en Bosnie. Le territoire bosniaque est réparti entre la Fédération croato-musulmane(51%) et la République serbe de Bosnie (49%).

1996 :

mai - Elections locales en Albanie, entachées de nombreuses irrégularités.

1er septembre - Accord Milosevic-Rugova sur la réintégration des élèves et enseignants albanais dans les locaux des écoles publiques du Kosovo.

automne - En Albanie, premières menaces de faillite des compagnies financières "pyramidales" qui ne peuvent plus payer les intérêts qu'elles se sont engagées à verser à leurs déposants.

octobre - Victoire de l'opposition aux élections municipales de Serbie.

décembre - Manifestations des partis d'opposition à Belgrade et autres villes de Serbie pour protester contre l'annulation par les autorités de leurs victoires aux élections municipales.

1997 :

15 janvier - L'effondrement des "pyramides financières" en Albanie déclenche une vague de manifestations violentes à Tirana et dans les principales villes du pays. La population s'empare des armes dans les dépôts de l'armée et des commissariats de police.

2 mars - Déclaration de l'état d'urgence en Albanie. faisant suite aux émeutes provoquées par la faillite des "Pyramides"

29 juin - 6 juillet - Elections législatives en Albanie. Victoire du Parti socialiste (ex-communiste).

23 juillet - Démission de Sali Berisha, remplacé à la tête du gouvernement par Fatos Nano, leader du Parti socialiste (ex-communiste).

28 septembre - Manifestations réprimées à Pristina (capitale du Kosovo) où élèves et enseignants albanais réclament leur réintégration effective dans les locaux des écoles publiques.

octobre - Elections au Monténégro. Milo Djukanovic l'emporte sur Momir Bulatovic, proche et favori de Milosevic, et devient Président de la république.

25 novembre - Affrontements entre la police et des groupes albanais armés dans la Drenica (Kosovo).

1998 :

28 février - Début de la guerre du Kosovo. Premières attaques massives des forces serbes contre des clans albanais de la Drenica.

9 mars - Le Groupe de contact demande à la Yougoslavie de cesser ses opérations répressives, de retirer ses forces spéciales du Kosovo et de négocier avec les représentants des Kosovars albanais.

22 mars - Elections clandestines au Kosovo. Ibrahim Rugova, seul candidat, est réélu Président de la "République du Kosovë" avec plus de 99% des voix.

31 mars - Résolution 1160. Le Conseil de Sécurité de l'ONU décide un embargo sur les ventes d'armes à la Yougoslavie.

avril - Formation d'un nouveau gouvernement en Yougoslavie. Vojislav Seselj, leader de l'extrême-droite nationaliste, devient vice-Prémier ministre.

23 avril - Référendum en Yougoslavie: le principe d'une médiation internationale dans la crise du Kosovo est rejeté.

31 mai - Elections législatives au Monténégro. Victoire de la coalition "Vivons mieux" , qui soutient Milo Djukanovic.

19 juillet - Au Kosovo, grande offensive victorieuse de l'armée yougoslave et de la police serbe qui reconquièrent l'essentiel du terrain tenu par l'UCK. Affluence massive de réfugiés Kosovars en Albanie.

23 septembre - Résolution 1199 : le Conseil de Sécurité exige un cessez-le-feu au Kosovo.

octobre - Elections législatives en Macédoine. Victoire d'une coalition regroupant la droite nationaliste (VMRO-DPMNE) et les nationalistes albanais du PDSH.

13 octobre - Signature d'un cessez-le-feu après un entretien de Milosevic avec l'émissaire américain Richard Holbrooke (qui menace de frappes aériennes): réduction des forces armées serbes au Kosovo à leur niveau d'avant le début des combats, arrêt des opérations militaires et déploiement de 2000 vérificateurs civils de l'OSCE.

24 octobre - Résolution 1203: le Conseil de Sécurité reprend les accords Yougoslavie-OTAN-OSCE.

2 novembre - La Macédoine accepte l'installation d'une "force d'extraction" de l'OTAN destinée à secourir les vérificateurs de l'OSCE au Kosovo s'ils sont menacés.

1999 :

15 janvier - Massacre de 45 civils albanais par les forces serbes à Raçak (Kosovo). Nouvelle initiative diplomatique du Groupe de contact.

6-23 février - Pourparlers de Rambouillet entre représentants de la RFY et des Kosovars albanais (qui ne siègent pas ensemble) avec les négociateurs occidentaux. Echec.

15 mars - Reprise des négociations à Paris: la délégation serbe refuse de signer le document proposé par la communauté internationale et acceptée par la délégation albanaise.

19 mars - Evacuation des vérificateurs de l'OSCE du Kosovo.

24 mars - Début des bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie.

31 mars - "Affaire Rugova": aux mains des Serbes, le leader kosovar albanais demande, depuis Belgrade, l'arrêt des bombardements.

6 avril - Formation d'un "Gouvernement provisoire du Kosovo" présidé par Ashim Thaçi, leader politique de l'UCK.

21 avril - Entrevue Clinton-Blair à Washington: le Premier britannique plaide - en vain - en faveur d'un engagement de troupes terrestres dans la guerre du Kosovo.

5 mai - Ibrahim Rugova arrive à Rome à la suite d'une médiation de l'association Sant' Egidio.

9 mai - Bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade.

L'Allemagne propose un Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.

17 mai - La Yougoslavie se déclare ouverte au dialogue sur la base des propositions du G8.

27 mai - Le Tribunal pénal international (TPIY) inculpe Milosevic pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

3 juin - La Yougoslavie accepte le plan de paix proposé par la communauté internationale (alliés occidentaux + Russie)

9 juin - **Signature à Kumanovo, à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine, de l'Accord technico-militaire (ATM) entre les généraux serbes et l'OTAN, qui marque la fin de la guerre du Kosovo.**

10 juin - **Résolution 1244 par laquelle le Conseil de Sécurité organise la présence internationale au Kosovo.** Les forces de la RFY se retirent du Kosovo..

11 juin - Entrée surprise au Kosovo d'un détachement russe venu de Bosnie via Belgrade.

12 juin - Entrée des troupes de l'OTAN (mission KFOR) au Kosovo, depuis la Macédoine et l'Albanie.

5) Un an après: vraies guerres et fausses paix ?

21 juin - Accord de démilitarisation immédiate de l'UCK.

2 juillet - **Bernard Kouchner est nommé Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU. A ce titre, il prend la tête de la Mission des Nations-Unies au Kosovo (MINUK).**

23 juillet - Massacre de 14 Serbes à Gracko.

28 juillet - Première Conférence des donateurs appelés à financer la reconstruction du Kosovo

30 juillet - **"Sommet" de lancement du Pacte de Stabilité à Sarajevo: 39 chefs d'Etat et de gouvernement et les représentants de 17 organisations internationales agissant dans le cadre de l'ONU adoptent la Déclaration de Sarajevo.**

9 août - Grande manifestation des partis d'opposition serbe à Belgrade.

25 août - La Mission de l'ONU au Kosovo (MINUK) refuse la création de cantons serbes au Kosovo.

3 septembre - **Le Deutchemark devient la monnaie officielle du Kosovo** (en vertu de la Directive n° 4 de la MINUK)

septembre-décembre - Echech des manifestations de l'opposition serbe affaiblie par ses divisions internes.

3 octobre: Attentat - manqué - en Serbie contre Vuk Drascovic, leader du "Mouvement serbe du renouveau" (SPO - dans l'opposition)

2000 :

15 janvier - Assassinat à Belgrade du chef de milices serbes Zeljko Raznatovic ("Arkan")

7 février - Assassinat à Belgrade de Pavle Bulatovic, ministre de la Défense de la RFY

2 avril - Le Conseil National Serbe du Kosovo (SNV) décide de se faire représenter par un observateur, pour une période d'essai de trois mois, au sein du Conseil d'administration intérimaire créé par l'ONU, boycotté jusque-là par les Serbes restés dans la province. Cette participation sera suspendue le 4 juin pour protester contre les attentats qui prennent les Serbes pour cibles.

25 avril - Assassinat à Belgrade de Zika Petrovic, Président de la JAL, compagnie nationale d'aviation de la RFY.

18 mai - Le Sénat des Etats-Unis rejette une résolution en faveur du retrait, à partir du 1er juillet 2001, des 5900 soldats américains stationnés au Kosovo.

27 mai - Manifestation à Belgrade, de plus de 15000 opposants qui réclament le départ de Milosevic, réunis à l'initiative de l'organisation estudiantine Otpor.

29 mai - Contacts des leaders de l'opposition serbe à Moscou.

30 mai - 5 juin - Nombreux attentats et actes de violence contre des membres de la minorité serbe dans diverses localités du Kosovo

6 juin - Emeutes serbes à Granica (Kosovo) où des soldats de la KFOR sont violemment pris à partie.

7 juin - Le Conseil de sécurité prolonge d'un an le mandat de Bernard Kouchner.

8 juin - Assassinat à Athènes du général Stephen Saunders, attaché militaire de la Grande-Bretagne, auquel le groupe terroriste grec "17 novembre" reproche la participation à la planification des opérations militaires menées par l'OTAN au Kosovo.

Déclaration du Conseil de l'Atlantique-Nord (Ministres de la Défense) sur la situation dans les Balkans, à l'issue de sa réunion à Bruxelles : l'Alliance y réaffirme sa détermination de "promouvoir la sécurité, la stabilité la paix et la démocratie" dans la région "y compris par les opérations menées...en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo".

11 juin - Elections municipales partielles au Monténégro. Le résultat n'a pas de véritable valeur de test puisque les candidats des deux camps arrivent à égalité.

15 juin - Nouvel attentat - manqué - contre Vuk Drascovic, qui accuse les autorités serbes.

Observations:

1° Les données ci-dessus sont puisées à diverses sources, notamment les ouvrages "Kosovo: dix clés pour comprendre" de Michel ROUX (La Découverte), "Balkans - la crise" de Jean-Arnault DERENS (Gallimard), la collection "Etat du Monde" (La Découverte), "Le Monde diplomatique", etc.

2° Les faits considérés comme essentiels figurent en grasses.

Les événements internationaux ayant exercé une influence directe sur les développements dans les Balkans figurent en italiques.

Cartes, Zone Balkanique 1878 – 1998





Boundaries of Serbia



Bibliographie

- ANGEL J., *Peuples et nations des Balkans*, Comité des travaux historiques et scientifiques, Paris, 1992
- BERENGER J., *Histoire de l'Empire des Habsbourg*.
- BERTRAND M. *Vers une stratégie de prévention des conflits?*-in revue Politique Etrangère n°1/97- Printemps 1997 - Ed.IFRI Paris 1997.
- BOGDAN, H., *Historie des pays de l'Est*, Paris, Ed. Perrin, 1990.
- BONIFACE P. , THOUAL Fr., BOUGAREL X., e.a., *La prolifération étatique*, in La revue internationale et stratégique- n°37 - printemps 2000 - Ed. PUF Paris 2000
- BREZINSKI Z. *Le Grand Echiquier*, Ed. Bayard Presse, Paris. 1998.
- CABOT O., FAINI R. et Jaime de MELO, *Early Trade Patterns Under the Europe Agreements: France, Germany and Italy*, Insead Working Papers 94/47/EPS, Fontainebleau, 1994.
- CAMUS J.-Y. (dirigé par), *Les extrémismes de l'Atlantique à l'Oural*, Ed. de l'Aube/CERA - Paris 1999
- CASTELLAN G., *Histoire des Balkans, XIVE - XXe siècle*, Ed. Fayard, 1991/ id. *Histoire de la Roumanie*, Ed. P.U.F, coll. "Que sais-je?" n° 2124, Paris 1984.
- CHANDLER D. *Bosnia - Faking Democracy After Dayton* - Ed. Pluto Press - London 1999.
- CHAUPADE A. et THUAL F., *Dictionnaire de géopolitique* - Etats, Concepts, Auteurs, p.327, Ed. Ellipses, Paris, 1998.
- CHICLET Chr. (sous la direction de), *Kosovo - Dossier spécial* in rev. Confluences Méditerranée N° 30 - été 1999 - Ed. L'Harmattan Paris 1999
- CHOMSKY N. *The New Military Humanism - Lessons from Kosovo*, Ed.Pluto Press - London 1999.
- CHRISTITCH K., *Les faux frères - Mirages et réalités yougoslaves*, Ed.Flammarion - Paris 1996
- CLAES W., *L'Alliance à l'épreuve*, in Politique internationale, hiver 1994-95.
- CLAUSEWITZ Carl von, *De la guerre*, Edition abrégée et présentée par Gérard CHALIAND - Ed. Perrin - Paris 1999
- COLLINSON S et MIALH H., *A wider European Union ? Integration and cooperation in the New Europe*, RIIA Discussion papers, n° 48, 1993.
- COMBE S. & DITCHEV Yv (sous la direction de), *Albanie utopie: huis.clos dans les Balkans*, Ed Autrement - Paris 1996
- COT J. (sous la direction de), *Dernière guerre balkanique?-Ex-Yougoslavie: témoignages, analyses, perspectives*, Ed. Fondation pour les Études de Défense- L'Harmattan Paris 1996
- COURTOIS S., Werth N., Panné J.-L., Paczkowski A., Bartosek K., Margolin J.-L., *Le livre Noir du communisme*, Ed. Robert Laffont, Paris, 1997.
- DAVIES N., *Europe a History* - Ed. Oxford University Press and Random House, dans l'article sur le livre Le Monde du 17 février 1998, pag.12.
- DEBRAY R, *L'Emprise* Ed. Gallimard Le débat - Paris 2000. Id. "L'Emprise" - Ed. Gallimard - Paris 2000.
- DEMORTIER M., *Réflexions sur le construction de l'Europe de la sécurité*, Ed. Défense nationale, oct. 1995.
- DERENS J.-A., *Balkans: la crise*,Ed.Gallimard Paris 2000

- DUCELLIER A., *La longue durée politique dans les Balkans*, in rev. LE DEBAT - n°107-novembre-décembre 1999 - Ed.Gallimard Paris 1999
- DUFOUR J.-L., *Les crises internationales de Pékin - 1900 à Sarajevo - 1995* Ed.Complexe - Paris 1996
- DURANDIN C., *La Roumanie et les enjeux contemporains*, Défense nationale, Paris avril 1988./ id. *Histoire de la nation roumaine*, Ed. Complexe, Bruxelles, 1994.
- DUROSELLE J. -B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Ed.Dalloz, Paris 1993.
- FEJTÖ F., *Histoire des démocraties populaires*, Ed. Seuil, Paris, 1972. Id. *La fin des démocraties populaires. Les chemins du post-communisme*, Ed. Le Seuil, Paris, 1992
- FONTAINE A., *Après eux, le Déluge - de Kaboul à Sarajevo - 1979-1995* , Ed. Fayard Paris 1995
- FOUCHER F.(sous la direction de), *Fragments d'Europe*, Ed. Fayard, Paris 1993
- FOYER J., *L'Europe centrale et orientale cinq ans après la chute du mur de Berlin*, Palais de l'Institut, Paris, 1995
- FUNK A., 1945, *De Yalta à Postdam*, Ed. Complexe, Paris, 1982.
- GALTUNG J. *Conflict Transformation by Peaceful Means*, Ed. Sage-Londson 1998
- GARDE P. *Les Balkans* - Ed. Flammarion - Paris 1994, Ed. Flammarion, Coll.Dominos, Paris 1994
- GARDE P., *Vie et mort de la Yougoslavie*, Ed.Fayard - Paris 1994 ; id. *Les Balkans*, Ed.Flammarion-(coll.Dominos) Paris 1994
- GELEDAN A., *Transitions à l'Est*, Ed. le Monde, coll. Marabout, 1995.
- GERE Fr., *La guerre psychologique*, Ed.Economica - Paris 1996 ; id.*Demain la guerre*, Ed. Calmann-lévy - Paris 1997 ; id., *La société sans la guerre*, Ed. Desclée de Brouwer - Paris 1998
- GIRAULT R., FRANK R., *La loi des géants 1941-1964*, Ed. Masson, Paris, 1993.
- GJELOSHAJ K. *La question du Kosovo - Instrumentalisation et lutte interne* in rev. Confluences Méditerranée n° 30 été 1999 - Ed. L'Harmattan - Paris 1999.
- GNESTTO N., *L'Union et l'Alliance: les dilemmes de la défense européenne*, Paris, IFRI, 1996.
- HALIMI S. & VIDAL Dom., *L'opinion, ça se travaille - Les medias, l'OTAN et la guerre du Kosovo*, Ed. Agone- Paris 2000
- HARTMANN Fl., *Milosevic-la diagonale du fou*, Ed.Denoël (coll. Impacts) Paris 1999
- HASSNER P., *Change and Security in Europe*, Ed. The Institute for Strategic Studies, Washington, 1968.
- HUYGHE Fr.-B., BOUGNOUX D., RAMONET Ign. e.a., *Croyances en guerre: l'effet Kosovo*, - in Cahiers de Médiologie n°8 - Ed. Gallimard Paris 1999
- HYDE-PRICE A., *The International Politics of East Central Europe*, Ed. Manchester University Press, Manchester, 1996.
- JUDIT T., *Un passé imparfait. Les intellectuels en France, 1944-1956*, Paris, Ed. Fayard, 1992.
- KRULIC Jos. *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours* , Ed.Complexe - Brxelles 1993
- KRULIK Jos., *Réflexions sur la singularité serbe*, - in rev. Le Débat - ibid.
- KUBLI Ol.-Lad., *Du nationalisme yougoslave aux nationalismes post-yougoslaves* Ed.L'Harmattan Paris 1998
- LACOSTE Y. (sous la direction de), *Dictionnaire géopolitique des Etats* 98, Ed.Flammarion -Paris 1997
- LAURENT Er., *Guerre du Kosovo-le dossier secret* Ed.Plon - Paris 1999
- LELLOUCHE P., *Le nouveau Monde*, Ed. Grasset, Paris, 1992.
- LEMARCHAND Ph. (sous la direction de), *L'Europe Centrale et Balkanique - Atlas d'histoire politique*, Ed. Complexe - Paris 1995
- LEVY El. *Kosovo: l'insoutenable légèreté de l'information*, in rev.Le Débat n° 109, avril 2000 , Ed. Gallimard Paris 2000.

- LHOMMEL Ed. & SCHREIBER Th. (coordonné par), *L'Europe centrale et orientale*, Ed. Etudes de la Documentation française - Paris - 1994 et 1996
- LORY B, *L'Europe Balkanique de 1946 à nos jours*, Ed. Ellipses, 1996, Paris.
- LUKIC R. et LYNCH A., *La paix américaine pour les Balkans*, in Etudes internationales, Paris, Septembre 1996
- MASCHLET J., *L'Union politique de l'Europe*, Paris, P.U.F, 1994.
- MATRAN R. (dir.) *Histoire de l'Empire ottoman* - Ed. Fayard - Paris 1989.
- MALCOLM M. *Bosnia- a short history* . Ed.Macmillan - London 1994 id. "Kosovo - a short history" - Ed.Macmillan London 1998.
- VICKERS Mir. *Between Serbs and Albanians - A History of Kosovo* -Ed.Columbie University Press New York 1998.
- Milacic S. *Critique de la transition unique. Note épistémologique du postcommunisme dans le rétroviseur de la pensée unique*, in Revue internationale de politique comparée, Avril, Paris, 1996.
- MILETICH Nic. *Trafics et crimes dans les Balkans* , Ed.P U F, Paris 1999.
- MILTZA P, *Le nouveau désordre mondial*, Ed. Flammarion, Paris, 1983.
- MONTBRIAL T., *Que faire ?Les grandes manoeuvres du monde*, Ed. La Manufacture, Paris, 1990.
- NOETZOLD J. *European Union and Eastern Central Europe: Expectations and Uncertainties*, Ed. Aussen Politik, vol. 46, n°1, 1995.
- NOUZILLE J. , *Histoire de frontières*, Ed. Berg International (coll."Faits et Représentations" - Paris 1991
- PACEPA I., *Horizons rouges*, Paris, Ed. Presses de la Cité, 1987.
- POTEL J-Y, *Les 100 Portes de l'Europe Centrale et Orientale*, Les Editions de l'Atelier - Les Editions Ouvrières, Paris 1998.
- RAUFER X.-HAUT Fr., *Le chaos balkanique*, Ed. de la Table Ronde - Paris 1992
- ROUX M., *Le Kosovo-Dix clés pour comprendre*, -Ed. La Découverte Paris 1999
- RUPNIK J. (sous la direction de) , *Le Déchirement des nations*, Ed.Seuil -PARIS 1995
- STARK H., *Les Balkans. Le retour de la guerre en Europe*, Ed. Dounod, Paris, 1993.
- SUN TSU *L'art de la guerre*, Ed.Flammarion - Paris 1972
- TCHAKLOFF M., *Les grandes étapes de l'organisation de l'Europe*, Ed. P.U.F, Paris, 1996.
- TERRAY Emm. *Clausewitz* - Ed. Fayard - Paris 1999
- THIESSE A.-M., *La création des identités nationales- Europe XVIIe-XXe siècle*, Ed. SEUIL (coll."L'univers historique") Paris 1999
- VAÏSSE M., *Les relations internationales depuis 1945*, Ed. Armand Colin, Paris, 1996.
- VICKERS Mir. *Between Serbs and Albanians - A History of Kosovo* - Ed. Columbia University Press - New York 1998.
- WOODWARD S., *Balkan Tragedy - Chaos and Dissolution after the Cold War*, Ed. Brookings, Washington, 1995.